



CONSEIL COMMUNAL DU 20 MARS 2024  
GEMEENTERAAD VAN 20 MAART 2024

NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES  
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 18:00  
Opening van de zitting om 18:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

1 **Secrétariat communal - Démission de Monsieur Pascal DUQUESNE, Conseiller communal MR - Prise de connaissance.**

LE CONSEIL,

Vu la prestation de serment de Monsieur Pascal DUQUESNE lors de la séance du Conseil communal du 05/12/2018 en qualité de Conseiller communal ;

**Prend connaissance** du courriel du 29/02/2024 par lequel Monsieur Pascal DUQUESNE annonce sa démission en tant que Conseiller communal à partir du 01/04/2024.

---

**Gemeentelijk secretariaat - Ontslag van Mijneer Pascal DUQUESNE, Gemeenteraadslid MR - Kennisname.**

DE RAAD,

Gezien de beëdiging van mijnheer Pascal DUQUESNE tijdens de gemeenteraadszitting van 05/12/2018 als gemeenteraadslid ;

**Neemt kennis** van de e-mail d.d. 29/02/2024 waarin mijnheer Pascal DUQUESNE zijn ontslag aankondigt als Gemeenteraadslid.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*Démission de M. Pascal DUQUESNE.pdf*

---

2 **Enseignement francophone - Mise à jour du Règlement des études du Pouvoir organisateur de Molenbeek-Saint-Jean (écoles communales fondamentales francophones).**

LE CONSEIL,

Vu le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, en particulier l'article 6 qui définit les objectifs généraux de l'enseignement ;

Considérant que l'article 76 du décret du 24 juillet 1997 précité prévoit dispose que :

« Avant de prendre l'inscription d'un élève, le chef d'établissement porte à sa connaissance ainsi qu'à celle de ses parents ou de la personne investie de l'autorité parentale s'il est mineur, les documents suivants :

1° le projet éducatif et le projet pédagogique du pouvoir organisateur;

2° le projet d'établissement;

3° le règlement des études;

4° le règlement d'ordre intérieur comprenant notamment les indications relatives aux sanctions disciplinaires et aux procédures de recours qui peuvent leur être opposées. [...]

Par l'inscription dans un établissement, tout élève majeur, tout élève mineur et ses parents ou la personne

*investie de l'autorité parentale en acceptent le projet éducatif, le projet pédagogique, le projet d'établissement, le règlement des études et le règlement d'ordre intérieur » ;*

Considérant que chaque pouvoir organisateur a la liberté de choisir sa politique éducative dans le respect des dispositions décretales de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Considérant que la version actuelle du *Règlement des études* date de 2015 ;

Considérant qu'une mise à jour dudit document est rendu nécessaire par les évolutions constantes de l'enseignement et les prescrits émanant de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Considérant que la mise à jour du *Règlement des études* a été portée à la connaissance de la Commission paritaire locale de l'enseignement de Molenbeek-Saint-Jean, par courriel, le 28 février 2024 ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la mise à jour du *Règlement des études*, comme repris en annexe.

---

**Franstalig onderwijs - Actualisering van het studiereglement van het Organiserend Bestuur Sint-Jans-Molenbeek (Franstalige basisscholen).**

*1 annexe / 1 bijlage*

*Règlement des études - février 2024 - version finale.docx*

---

**3 RH - Règlement de travail - Annexe 2 - Modification - Maladie pendant le congé annuel.**

Le point sera retiré en séance.

---

**HR - Arbeidsreglement - Bijlage 2 - Wijziging - Ziekte tijdens het jaarlijks verlof.**

Het punt zal tijdens de zitting worden ingetrokken.

---

**4 Département Infrastructures et Développement Urbain - FASE - Contrat d'Axe et d'Îlot (CACI) "Courtrai-Ostende" - rue de Courtrai 47-49 - Occupation temporaire - approbation de la convention.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance organique de la revitalisation urbaine du 6 octobre 2016 ;

Vu la notification de la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 octobre 2022 (séance du 8/09/2022) par laquelle le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale décide du lancement, en partenariat avec la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, du Contrat d'Axe et Contrat d'Îlot pour le périmètre « Courtrai-Ostende » ;

Vu l'approbation par le Conseil du 21/2/2024 du projet de programme du Contrat d'Axe et d'Îlot (CACI) « Courtrai-Ostende », ainsi que ses annexes, réalisés par le bureau d'étude Karbon' srl ;

Considérant que ledit programme prévoit l'opération 3.1 "Jardin Vivant" pour laquelle la Commune a déjà acquis le bien sis rue de Courtrai 47-49 ;

Vu l'approbation par le Conseil du 21/2/2024 de la convention d'occupation temporaire des ateliers et des 2 bureaux du rez-de-chaussée entre la Commune et l'ancien propriétaire ;

Vu l'approbation par le Collège du 13/7/2023 de collaborer avec Decoratelier pour l'activation des ateliers et de la cour sis rue de Courtrai 47-49 et de conclure pour cela une convention d'occupation temporaire avec Decoratelier pour une durée de minimum 3 ans ;

Considérant que le projet de la convention se trouve en annexe de cette délibération ;

Vu l'article 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

Article unique :

d'approuver le projet de convention d'occupation temporaire entre la Commune et Decoratelier pour le bien sis rue de Courtrai 47-49 à l'exception des espaces qui font l'objet de la convention d'occupation temporaire entre la Commune et l'ancien propriétaire.

---

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - FASE - As- en Huizenblokcontract (AHC) “Kortrijk-Oostende” - rue de Courtrai 47-49 - Tijdelijk gebruik - goedkeuring van de overeenkomst.**

DE RAAD,

Gezien de organieke ordonnantie betreffende de stadsvernieuwing van 6 oktober 2016;

Gezien de betekening van de beslissing van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 oktober 2022 (zitting van 08/09/2022) waarbij de Brusselse Hoofdstedelijke Regering beslist om, in samenwerking met de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het As- en Huizenblokcontract voor de perimeter “Kortrijk-Oostende” op te starten;

Gezien de goedkeuring door de Gemeenteraad van 21/2/2024 van het ontwerpprogramma van het As- en Huizenblokcontract (AHC) “Kortrijk-Oostende”, alsmede de bijlagen, opgesteld door het studie bureau Karbon' cvba;

Overwegende dat het genoemde programma voorziet in de operatie 3.1 "Buisende Tuin" waarvoor de Gemeente reeds het goed gelegen te Kortrijkstraat 47-49 heeft aangekocht;

Gezien de goedkeuring door de Gemeenteraad van 21/2/2024 van de tijdelijke gebruiksovereenkomst voor de ateliers en de 2 kantoren op het gelijkvloers tussen de Gemeente en de voormalige eigenaar;

Gezien de goedkeuring door het College van 13/7/2023 om samen te werken met Decoratelier voor de activering van de ateliers en de koer, gelegen te Kortrijkstraat 47-49 en om hiervoor een overeenkomst van tijdelijk gebruik met Decoratelier voor een duur van 3 jaar af te sluiten;

Overwegende dat de ontwerpovereenkomst zich bevindt in bijlage van deze beraadslaging;

Gezien artikel 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLUIT:

Enig artikel:

de ontwerpovereenkomst voor tijdelijk gebruik goed te keuren tussen de Gemeente en Decoratelier voor het goed gelegen te Kortrijkstraat 47-49 met uitzondering van de ruimtes die het voorwerp uitmaken van de overeenkomst voor tijdelijk gebruik tussen de Gemeente en de voormalige eigenaar.

*1 annexe / 1 bijlage*

*convention occupation temporaire Courtrai 47-49\_decoratelier.pdf*

---

**5 Département Infrastructures et Développement Urbain - Programme triennal d'investissement 2022-2024 - Octroi de subsides par la Région de Bruxelles-Capitale - Proposition de projets à réaliser - Modification.**

LE CONSEIL,

Vu sa délibération du 26.10.2022 décidant :

- De présenter les dossiers suivants au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre du programme triennal d'investissement 2022-2024 :

- Projet n°01 : « Rénovation du bâtiment communal rue de l'Intendant »;
- Projet n°02 : « Réaménagement espace public Pythagoras »;
- Projet n°03 : « Eclairage Decock – espace public »;
- Projet n°04 : « Réaménagement de façade à façade de la rue de l'Indépendance »;
- Projet n°05 : « Réaménagement de façade à façade de la rue Osseghem entre les avenues des Tamaris et Brigade Piron »;

Considérant que le projet n°01 : « Rénovation du bâtiment communal rue de l'Intendant », ne pourra pas être finalisé avant la date ultime de remise des dossiers et donc qu'il est préférable de le supprimer de la liste et d'inscrire à sa place de nouveaux projets qui sont déjà dans une phase de finalisation plus avancée afin de ne pas perdre de subsides;

Considérant que la commune propose de rajouter les projets suivants dans le programme triennal 2022-2024:

- Projet n°06: « Ré-asphaltage de la rue Alphonse Vandenpeereboom »;
- Projet n°07: « Ré-asphaltage partiel de la rue Kasterlinden »;
- Projet n°08: « Ré-asphaltage de la rue de Ribaucourt »;
  - Partie 1: le tronçon entre la rue de l'Intendant et le boulevard Léopold II;
  - Partie 2: le tronçon entre le boulevard Léopold II et la rue du Jardinier;
- Projet n°09: « Éclairage BEEKKANT »;
- Projet n°10 : « Espace public Beekkant »;

Considérant que pour les projets 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9, les travaux proposés renforcent tant la sécurité routière qu'urbaine;

Considérant que les projets 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9, sont par conséquent, en application de l'ordonnance du 16 juillet 1998, subsidiables à concurrence de maximum 90% du coût des investissements pris en compte pour le calcul des subsides avec un maximum de 2.387.369,00€ qui correspond au montant du subside alloué à notre commune pour le triennat 2022-2024;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE:

Article unique:

De présenter les dossiers suivants au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre du programme triennal d'investissement 2022-2024 :

- Projet n°02 : « Réaménagement espace public Pythagoras »;
- Projet n°03 : « Eclairage Decock – espace public »;
- Projet n°04 : « Réaménagement de façade à façade de la rue de l'Indépendance »;
- Projet n°05 : « Réaménagement de façade à façade de la rue Osseghem entre les avenues des Tamaris et Brigade Piron »;
- Projet n°06: « Ré-asphaltage de la rue Alphonse Vandenpeereboom »;
- Projet n°07: « Ré-asphaltage partiel de la rue Kasterlinden »;
- Projet n°08: « Ré-asphaltage de la rue de Ribaucourt »;
  - Partie 1: le tronçon entre la rue de l'Intendant et le boulevard Léopold II;
  - Partie 2: le tronçon entre le boulevard Léopold II et la rue du Jardinier;
- Projet n°09: « Éclairage BEEKKANT »;
- Projet n°10 : « Espace public Beekkant ».

---

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Driejarig investeringsprogramma 2022-2024 - Toekenning van subsidies door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Voorstel van te realiseren projecten - Wijziging.**

DE RAAD,

Gelet op haar beslissing van 26.10.2022 waarbij beslist werd:

- De volgende dossiers aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor te stellen in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2022-2024:

- Project n°01 : « Renovatie van het gemeentelijk gebouw Opzichterstraat » ;

- Project n°02 : « Heraanleg van de openbare ruimte Pythagoras » ;
- Project n°03 : « Verlichting Decock – openbare ruimte » ;
- Project n°04 : « Heraanleg van gevel tot gevel van de Onafhankelijkheidsstraat » ;
- Project n°05 : « Heraanleg van gevel tot gevel van de Osseghemstraat tussen de Tamarisken- en de Brigade Pironlaan » ;

Overwegende dat project n°01: "Renovatie van het gemeentegebouw Opzichterstraat" niet kan worden afgerond vóór de uiterste datum voor de indiening van de dossiers en dat het daarom de voorkeur geniet om dit project van de lijst te schrappen en in de plaats daarvan nieuwe projecten op te nemen die al verder gevorderd zijn, zodat er geen subsidies verloren gaan;

Overwegende dat de gemeente voorstelt de volgende projecten toe te voegen aan het driejarenprogramma 2022-2024:

- Project n°06: « Herasfalteren van de Alphonse Vandenpeereboomstraat »;
- Project n°07: « Herasfalteren van de Kasterlindenstraat »;
- Project n°08: « Herasfalteren van de Ribaucourtstraat »;
  - Deel 1 : het gedeelte tussen de Opzichterstraat en de Leopold II-laan;
  - Deel 2 : het gedeelte tussen de Leopold II-laan en de Hovenierstraat;
- Project n°09: « Verlichting BEEKKANT »;
- Project n°10: « Openbare ruimte Beekant »;

Overwegende dat voor de projecten 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 en 9 de voorgestelde werken zowel de veiligheid op de weg als die in de stad zullen verbeteren;

Overwegende dat de projecten 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 en 9 bijgevolg, krachtens de ordonnantie van 16 juli 1998, subsidieerbaar zijn ten belope van maximaal 90% van de investeringskosten die in aanmerking komen voor de berekening van de subsidies, met een maximum van 2.387.369,00€, wat overeenstemt met het bedrag van de subsidie die aan onze gemeente werd toegekend voor de driejarige periode 2022-2024;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST:

Enig artikel:

De volgende dossiers aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor te stellen in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2022-2024:

- Project n°02 : « Heraanleg van de openbare ruimte Pythagoras » ;
- Project n°03 : « Verlichting Decock – openbare ruimte » ;
- Project n°04 : « Heraanleg van gevel tot gevel van de Onafhankelijkheidsstraat » ;
- Project n°05 : « Heraanleg van gevel tot gevel van de Osseghemstraat tussen de Tamarisken- en de Brigade Pironlaan » ;
- Project n°06: « Herasfalteren van de Alphonse Vandenpeereboomstraat »;
- Project n°07: « Herasfalteren van de Kasterlindenstraat »;
- Project n°08: « Herasfalteren van de Ribaucourtstraat »;
  - Deel 1 : het gedeelte tussen de Opzichterstraat en de Leopold II-laan;
  - Deel 2 : het gedeelte tussen de Leopold II-laan en de Hovenierstraat;
- Project n°09: « Verlichting BEEKKANT »;
- Project n°10: « Openbare ruimte Beekant ».

10 annexes / 10 bijlagen

*Formulaire B - P05 - Réaménagement de façade à façade de la rue d'Osseghem entre l'avenue des Tamaris et l'avenue Brigade piron - PTI 2022-2024.pdf, Formulaire B - P02 - Réaménagement espace public Pythagoras - PTI 2022-2024.pdf, Formulaire B - P06 - Réasphaltage de la rue Alphonse Vandenpeereboom - PTI 2022-2024.pdf, Formulaire B - P07 - Réasphaltage de la rue Kasterlinden - PTI 2022-2024.pdf, Formulaire B - P09 - Eclairage BEEKKANT - PTI 2022-2024.pdf,*

**6 Département Infrastructures et Développement urbain - Contrat de Quartier Durable (CQD) « Etangs Noirs » - Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) 6 « Autour de Simonis » - Approbation de l'acquisition d'un parking situé rue Tazieaux 39-41 à Molenbeek-Saint-Jean.**

LE CONSEIL,

Vu le courrier du 15 juillet 2022 notifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23 juin 2022 approuvant le programme du Contrat de Quartier Durable (CQD) « Etangs Noirs » et octroyant une subvention de 12.500.000,00 EUR à la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la mise en œuvre du programme du CQD « Etangs Noirs » ;

Vu le courrier du 5 avril 2022 notifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 mars 2022 approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine 6 (CRU 6) « Autour de Simonis » et octroyant une subvention de 9.057.987,71 EUR à la commune de Molenbeek-Saint-Jean pour la mise en œuvre des opérations immobilière et d'espace public ainsi que des actions socio-économiques sur le territoire communal de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que les deux programmes prévoient l'aménagement de la place délimitée par les rues Piers, de Berchem, Tazieaux et la chaussée de Gand, communément appelée « Place des Etangs Noirs », correspondant à l'opération 2.4 du CQD « Etangs Noirs » et à l'opération A2.3 du CRU 6 « Autour de Simonis » ;

Considérant que la Place des Etangs Noirs comprend la parcelle cadastrée 2ème division, section B, n°9n ;

Vu l'usage actuel de la parcelle comme parking gratuit à ciel ouvert pour les riverains ;

Considérant la capacité actuelle de 51 emplacements de stationnement dont deux places sont réservées pour les personnes à mobilité réduite ;

Considérant que les deux programmes comprennent la compensation des places de parking comme condition de réussite du projet ;

Vu l'étude de stationnement réalisée par parking.brussels recommandant une compensation de ces emplacements de stationnement ;

Vu le bien sis rue Tazieaux 39-41, cadastré 2ème division, section B, n°17f4, comprenant des logements et un parking couvert de actuellement 43 places ;

Vu le rapport d'estimation (ci-annexé) réalisé par le Comité d'acquisition d'immeubles (CAI) de Bruxelles Fiscalité qui estime le parking du bien sis rue Tazieaux 39-41, cadastré 2ème division, section B, n°17f4 à 915.000 EUR ;

Considérant que les crédits nécessaires seront disponibles à l'article 9301/712-60 du budget extraordinaire de l'année en cours, sous réserve d'approbation dudit budget par le Conseil Communal et l'autorité de Tutelle, et que la dépense sera financée à 95% par le programme du Contrat de Quartier Durable « Etangs Noirs » (DC 1640/2022 pour le CQD EN faisant l'objet du Fonds de réserve) et à 5% par emprunts ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver l'acquisition du parking sis rue Tazieaux 39-41, cadastré 2ème division, section B, n°17f4 pour un montant maximal de 915.000 EUR comme estimé par le Comité d'acquisition d'immeubles (CAI) de Bruxelles Fiscalité ;

Article 2 :

De charger le service technique du Département Infrastructures et Développement Urbain d'entamer les négociations pour l'acquisition du bien, pour un montant maximal de 915.000 EUR, sous réserve d'approbation du budget par le Conseil Communal et l'autorité de Tutelle,.

---

**Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Duurzaam Wijkcontract (DWC) "Zwarte Vijvers" - Stadsvernieuwingscontract (SVC) 6 « Rondom Simonis » - Goedkeuring van de aankoop van een parking gelegen Tazieauxstraat 39-41 te Sint-Jans-Molenbeek.**

DE RAAD,

Gezien de brief van 15 juli 2022, waarbij kennis wordt gegeven van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 23 juni 2022 houdende goedkeuring van het programma van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) "Zwarte Vijvers" en tot toekenning van een subsidie van 12.500.000,00 EUR aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de uitvoering van het programma van het DWC "Zwarte Vijvers";

Gezien de brief van 5 april 2022, waarbij kennis wordt gegeven van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 maart 2022 houdende goedkeuring van het programma van het Stadsvernieuwingscontract 6 (SVC 6) « Rondom Simonis » en tot toekenning van een subsidie van 9.057.987,71 EUR aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de uitvoering van de vastgoedoperaties en operaties van de openbare ruimte, alsook van de socio-economische acties op het grondgebied van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat deze twee programma's de heraanleg van het plein begrensd door de Piers-, Berchem-, en Tazieauxstraat en de Gentsesteenweg, in de volksmond bekend als "Zwarte Vijversplein", voorzien in operatie 2.4 van het DWC "Zwarte Vijvers" en operatie A2.3 van het SVC 6 "Rondom Simonis";

Overwegende dat het Zwarte Vijversplein het perceel gekadastreerd afdeling 2, sectie B, nr. 9n bevat;

Overwegende dat dit perceel momenteel gebruikt wordt door de omwonenden als gratis openluchtparking;

Overwegende dat de huidige capaciteit 51 parkeerplaatsen bedraagt, inclusief 2 plaatsen gereserveerd voor personen met een beperkte mobiliteit;

Overwegende dat de twee programma's de compensatie voor deze verloren parkeerplaatsen opnemen als voorwaarde voor het welslagen van het project;

Overwegende dat de door parking.brussels gevoerde studie aanraadt om deze parkeerplaatsen te compenseren;

Gezien het onroerend goed gelegen Tazieauxstraat 39-41, gekadastreerd 2<sup>de</sup> afdeling, sectie B, nr. 17f4, dat wooneenheden en een overdekte parking van momenteel 43 parkeerplaatsen bevat;

Gezien het schattingsrapport (in bijlage) van het Comité tot aankoop van onroerende goederen (CAOG) dat de parking van het goed gelegen Tazieauxstraat 39-41, gekadastreerd 2<sup>de</sup> afdeling, sectie B, nr. 17f4 raamt op 915.000 EUR;

Overwegende dat de nodige kredieten beschikbaar zullen zijn op artikel 9301/712-60 van de buitengewone begroting van het huidige dienstjaar, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de gemeenteraad en de Toezichthoudende overheid, en dat de uitgave gefinancierd zal worden voor 95% door het programma van het Duurzaam Wijkcontract "Zwarte Vijvers" (VR 1640/2022 voor het DWC ZV dat opgenomen is in het Reservefonds) en voor 5% door leningsgelden;

BESLIST:

Artikel 1:

De aankoop van de parking gelegen Tazieauxstraat 39-41, gekadastreerd 2<sup>de</sup> afdeling, sectie B, nr. 17f4 voor een maximumbedrag van 915.000 EUR zoals geraamd door het Comité tot aankoop van onroerende goederen (CAOG), goed te keuren;

Artikel 2:

De technische dienst van het departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling te belasten met de onderhandelingen over de aankoop van het goed, voor een maximaal bedrag van 915.000 EUR, onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de gemeenteraad en de Toezichthoudende overheid.

*1 annexe / 1 bijlage*

*12\_0157\_01 Rapport d'estimation (CAIR).pdf*

- 
- 7 **Département Infrastructures et Développement Urbain - Marché de travaux relatif au réaménagement et à l'extension de la cour de récréation de l'école 14 sise rue de la Flûte enchantée n°30 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de l'opération ré-création - CDC 24.006 - Approbation de l'avis de marché et fixation des conditions du marché.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matières de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Considérant qu'il y a lieu de rénover et d'agrandir la cour de récréation de l'école communale n° 14 "la Flûte Enchantée" sise rue de la Flûte Enchantée 30 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant qu'une demande de subside a été introduite dans le cadre de "l'opération ré-création" auprès de Bruxelles-Environnement et que le subside d'un montant de 235.728,00 EUR a été obtenu ;

Considérant qu'une demande de subside supplémentaire d'un montant de 20.000,00 EUR a également été introduite auprès de Bruxelles-Environnement pour les dispositifs de gestion intégrée des eaux pluviales, mais que ce subside n'a à ce jour pas encore été obtenu;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes ainsi que l'avis de marché établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Considérant que conformément à l'article 41 de la loi du 17 juin 2016, une procédure négociée directe avec publication préalable est autorisée pour ce marché de travaux ;

Considérant que la dépense pour le présent marché peut être estimée à 290.979,46 EUR HTVA (TVA 6% : 17.458,77 EUR), soit un montant de 308.438,23 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires (montant arrondi de 350.000,00 EUR TVA et marge comprises) sont prévus à l'article 7220/723-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 et qu'ils seront couverts pour un montant de 235.728,00 EUR par le subside de Bruxelles-Environnement (DC 570/2023) et pour le solde de 114.272,00 EUR par emprunts, sous réserve d'approbation du budget communal 2024 par le Conseil communal et l'autorité de Tutelle;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes ainsi que l'avis de marché établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain pour le marché de travaux relatif au réaménagement et l'extension de la cour de récréation de l'école 14 sise rue de la Flûte enchantée n°30 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean dans le cadre de l'opération ré-création;

Article 2 :

De passer le marché de travaux par la procédure négociée directe avec publication préalable conformément à l'article 41 de la Loi du 17 juin 2016;

Article 3 :

D'approuver la dépense estimée à 350.000,00 EUR TVA et marge comprises (290.979,46 EUR HTVA + TVA 6% : 17.458,77 EUR = 308.438,23 EUR TVAC) et de la couvrir pour un montant de 235.728,00 EUR par le DC 570/2023 et le solde de 114.272,00 EUR par emprunts ;

---

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Opdracht voor werken voor de heraanleg en de uitbreiding van de speelplaats van school 14, Toverfluitstraat nr 30, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, in het kader van de operatie Re-creatie - Bestek 24.006 - Goedkeuring van de aankondiging van de opdracht en vaststelling van de voorwaarden van de opdracht.**

DE RAAD,

Gezien de wet van 17 juni 2016 betreffende overheidsopdrachten;  
Gezien het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;  
Gezien het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken;  
Gezien het koninklijk besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;  
Overwegende dat de speelplaats van de gemeentelijke school 14, gelegen Toverfluitstraat 30 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek heraangelegd en uitgebreid moet worden ;  
Overwegende dat een subsidieaanvraag in het kader van de "operatie re-creatie" bij Leefmilieu Brussel werd ingediend en dat de subsidie ten bedrage van 235.728,00 EUR werd verkregen;  
Overwegende dat een bijkomende subsidieaanvraag werd ingediend bij Leefmilieu Brussel voor een bedrag van 20.000,00 EUR voor geïntegreerde systemen voor regenwaterbeheer, maar dat deze subsidie tot op vandaag nog niet werd verkregen;  
Neemt kennis van de documenten van de opdracht namelijk het bestek en de bijlagen evenals de aankondiging van de opdracht die hiertoe werden opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling;  
Overwegende dat deze opdracht via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking kan gelanceerd worden in overeenstemming met artikel 41 van de wet van 17 juni 2016;  
Overwegende dat de uitgave voor de huidige opdracht wordt geraamd op 290.979,46 EUR Excl. BTW (BTW 6% : 17.458,77 EUR), hetzij een bedrag van 308.438,23 EUR Incl. BTW ;  
Overwegende dat de nodige kredieten (hetzij een afgerond bedrag van 350.000,00 EUR Incl. BTW en marge) ingeschreven zijn op artikel 7220/723-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024 en deze uitgave zal gedekt worden door de subsidie van Leefmilieu Brussel voor een bedrag van 235.728,00 EUR (VR 570/2023) en het saldo van 114.272,00 EUR door leningsgelden, onder voorbehoud van goedkeuring van de gemeentelijke begroting 2024 door de Gemeenteraad en de Toezichthoudende overheid;  
Gezien artikel 234, alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Artikel 1 :

De documenten van de opdracht, namelijk het bestek en de bijlagen evenals de aankondiging van de opdracht die door het Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling opgesteld zijn voor de opdracht voor werken voor de heraanleg en de uitbreiding van de speelplaats van school 14, Toverfluitstraat nr 30, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, in het kader van de "operatie Re-creatie", goed te keuren;

Artikel 2 :

Deze opdracht voor werken op te starten via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking overeenkomstig artikel 41 van de wet van 17 juni 2016;

Artikel 3 :

De uitgave, geraamd op 350.000,00 EUR Incl. BTW en marge (290.979,46 EUR Excl. BTW + BTW 6% : 17.458,77 EUR = 308.438,23 EUR Incl. BTW) goed te keuren en deze uitgave te dekken voor een bedrag van 235.728,00 EUR via het VR nr 570/2023 en het saldo van 114.272,00 EUR via leningsgelden.

*26 annexes / 26 bijlagen*

*BE COURS La Flûte Enchantée ADJ 231107 Rapport étude sol FR.pdf, ADJ 11b Détails \_ Détails.pdf, ADJ 2b Plan de démolitions \_ Afbraakplan (2\_3).pdf, ADJ 5b Plan SP \_ Plannen GS (2\_3).pdf, ADJ 3b Plan d'implantation et plan de démolitions \_ Inplanting et afbraakplan (3\_3).pdf, ADJ 13b Détails \_ Détails.pdf, ADJ 12b Détails \_ Détails.pdf, ADJ 1b Plan de démolitions \_ Afbraakplan (1\_3).pdf, ADJ 10b Plan plantations \_ Beplantingsplan (2\_2).pdf, BE COURS La Flûte*

*Enchantée ADJ 231107 PSS FR.pdf, CDC24.006-FR Dernière version.pdf, BE COURS La Flûte Enchantée ADJ 231107 Rapport étude sol NL.pdf, BE COURS La Flûte Enchantée ADJ 231108 Metrè FR.pdf, ADJ 4b Plan SP \_ Plannen GS (1\_3).pdf, BE COURS La Flûte Enchantée ADJ 231108 ADJ Metrè détaillé excel.xlsx, ADJ 7b Coupes SE \_ SP \_ Sneden BS \_ GS.pdf, BE COURS La Flûte Enchantée ADJ 231107 VGP NL.pdf, BE COURS La Flûte Enchantée ADJ 231108 CSC Tech FR.pdf, BE COURS La Flûte Enchantée ADJ 231108 CSC Tech NL.pdf, Avis de marché flûte enchantée - FR.pdf, ADJ 8b Plan de gestion des eaux pluviales \_ Regenwaterbeheerplan.pdf, ADJ 9b Plan plantations \_ Beplantingsplan (1\_2).pdf, ADJ 14b Détails \_Details.pdf, Avis de marché flûte enchantée - NDLS.pdf, ADJ 6b Plan SP \_ Plannen GS (3\_3).pdf, BE COURS La Flûte Enchantée ADJ 231108 Metrè NL.pdf*

---

8 **Département Infrastructures et Développement Urbain - CQD PS - Opération 1.B Labo Langue Jeu et Travail - Approbation de la convention de principe pour la collaboration - Report du 13/02/2024.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 18 décembre 2014 approuvant le programme de base du Contrat de Quartier Durable (CQD) Petite Senne ;  
Considérant que le programme cité ci-dessus prévoit l'opération 1.B Labo Langue Jeu et Travail ;  
Vu la délibération du Collège du 22/1/2018 approuvant le lancement d'un appel à candidatures pour le projet susvisé ;  
Vu la délibération du Collège du 1/10/2018 approuvant de désigner l'asbl Circus Zonder Handen comme futur occupant du projet susmentionné et de conclure un accord avec eux ;  
Considérant que des subsides supplémentaires ont été négociés avec la VGC et le Gouvernement flamand pour la mise en œuvre de ce projet ;  
Vu la notification du 22 décembre 2023 de la part d'Ans Persoons, membre du Collège de la VGC, de l'attribution d'un montant de 500.000 euros de la VGC à la Commune de Molenbeek pour la rénovation complète de l'entrepôt situé Nijverheidskaai 83B à 1080 Bruxelles en école de cirque de l'asbl Zonder Handen (en annexe) ;  
Vu l'engagement de la Flandre d'allouer 750.000 euros à Circus Zonder Handen, dont 600.000 euros dans le cadre de la rénovation complète de l'entrepôt sis quai de l'Industrie 83B à 1080 Bruxelles en école de cirque pour l'asbl Zonder Handen et 150.000 euros pour un acompte sur le canon que Circus zonder handen devra verser à la Commune de Molenbeek ;  
Considérant que l'engagement de la Flandre ne sera formalisé que si une convention de principe peut être soumise entre Circus zonder handen et la Commune de Molenbeek ;  
Considérant que la proposition d'accord de principe est jointe ;

DÉCIDE:

Article unique :

D'approuver la convention de principe ci-jointe entre Circus zonder Handen et la Commune de Molenbeek.

---

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - DWC Zinneke - Operatie 1.B Labo Taal, Spel en Werk - Goedkeuring van de principeovereenkomst voor de samenwerking - Uitstel van 13/02/2024.**

DE RAAD,

Gezien het besluit van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 18 december 2014 dat het basisprogramma van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) "Zinneke" goedkeurt;  
Overwegende dat het vermelde programma voorziet in de operatie 1.B Labo voor Taal, Spel en Werk;

Gezien de beraadslaging van het College van 22/1/2018 waarin beslist wordt om akkoord te gaan om een kandidatuuroproep te lanceren voor het bovengenoemde project;

Gezien de beraadslaging van het College van 1/10/2018 waarin beslist wordt om Circus zonder handen vzw aan te duiden als toekomstige uitbater van het bovengenoemde project en met hen een overeenkomst af te sluiten;

Overwegende dat voor de uitvoering van dit project bijkomende middelen werden onderhandeld bij de VGC en bij de Vlaamse Overheid;

Gezien de notificatie op 22 december 2023 vanwege Ans Persoons, Collegelid van de VGC, van de toekenning van een bedrag van 500.000 euro van de VGC aan de Gemeente Molenbeek voor de complete renovatie van het pakhuis gelegen aan de Nijverheidskaai 83B te 1080 Brussel tot een circusschool voor de vzw Zonder Handen;

Gezien het engagement van Vlaanderen om 750.000 euro toe te kennen aan Circus zonder handen waarvan 600.000 euro voor de complete renovatie van het pakhuis gelegen aan de Nijverheidskaai 83B te 1080 Brussel tot een circusschool voor de vzw Zonder Handen en 150.000 euro als voorschot op de canon die Circus zonder handen aan de Gemeente Molenbeek zal dienen te betalen;

Overwegende dat het engagement van Vlaanderen slechts geformaliseerd zal worden indien er een principeovereenkomst tussen Circus zonder handen en de Gemeente Molenbeek kan worden voorgelegd;

Overwegende dat het voorstel tot principeovereenkomst is bijgevoegd (zie bijlage) ;

**BESLUIT:**

Enig artikel:

De bijgevoegde principeovereenkomst tussen Circus zonder handen en de Gemeente Molenbeek goed te keuren.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*toekenning VGC.pdf, principeovereenkomst\_CZH\_DV bbb.pdf*

---

9 **Enseignement néerlandophone - Accord de collaboration entre la Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, concernant l'utilisation de l'infrastructure sportive de l'école primaire communale Ket&Co.**

---

**Nederlandstalig onderwijs – Samenwerkingsakkoord tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, betreffende het gebruik van de sportinfrastructuur van de gemeentelijke basisschool Ket & Co.**

DE RAAD,

Gezien artikel 123 3° en 9° van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikels 117 en 135;

Gezien het Gemeentelijk reglement betreffende het gebruik van de zalen in eigendom van de Gemeente Sint- Jans-Molenbeek van 23 september 2015;

Gezien de aanvraag van de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) voor het komen tot een Samenwerkingsakkoord tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, betreffende het gebruik van de sportinfrastructuur van de gemeentelijke basisschool Ket & Co;

Gezien het feit dat het om de volgende redenen passend is om dit samenwerkingsakkoord aan te gaan:

- Het biedt de organisaties de kans om van de sportinfrastructuur van Ket&Co gebruik te maken;
- De organisatie van extra sportactiviteiten in school Ket&co komt ook ten goede van de

leerlingen van school Ket&Co en andere leerlingen en kinderen uit de buurt;  
Overwegende dit initiatief te ondersteunen;  
Overwegende dat dit samenwerkingsakkoord wordt afgesloten voor de periode van tien jaar;

BESLUIT:

Enig artikel:

Het samenwerkingsakkoord, in bijlage, tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, betreffende het gebruik van de sportinfrastructuur van de gemeentelijke basisschool Ket & Co, goed te keuren.

*1 annexe / 1 bijlage  
samenwerkingsakkoord - Ket&Co en VGC\_v DEF.pdf*

---

10 **Recette communale - Contraintes pour recouvrement de créances non Fiscales art. 137bis NLC - Liste 2024-02. - Report du 21/02/2024.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 123§4 et 137bis de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant qu'en date du 01-02-2024, une liste de 1039 contraintes, pour un montant de 64.578,42 €, établie par le Receveur communal pour des créances non fiscales incontestées et exigibles a été soumise au Collège des Bourgmestre et Echevins en vue d'être visées et rendues exécutoires ;

Considérant que par décision de même séance, revue en date du 15-02-2024 en raison d'une erreur matérielle, ledit Collège a seulement visé et déclaré exécutoire l'ensemble des contraintes dont le montant est supérieur ou égal à 100,00 € afin qu'elles puissent être signifiées par exploit d'huissier de justice et faire l'objet d'une exécution forcée ;

Qu'il s'agit d'un nombre de 202 contraintes représentant un montant à recouvrer de 39.481,18 € ;

Considérant qu'il subsiste 837 contraintes, reprise en annexe « Liste 2024-01 moins de 100eur », pour des montants inférieurs à 100,00 € représentant un montant total à recouvrer de 25.097,24 € que le Collège des Bourgmestre et Echevins n'a pas rendues exécutoires de telle sorte qu'elles ne peuvent faire l'objet d'une exécution forcée par huissier de justice ;

Considérant que ces 837 dossiers ont suivi une procédure de recouvrement amiable approfondie (facture, rappel, mise en demeure) qui s'est avérée infructueuse et qu'il ne peut dès lors matériellement plus rien être mis en œuvre pour poursuivre le recouvrement ;

Considérant que ces dettes constituent des postes ouverts en comptabilité qui ne peuvent, en l'état, faire l'objet d'une mise en non-valeur puisqu'il n'en résulte aucune erreur administrative mais qu'ils doivent être comptablement clôturés ;

Considérant qu'il n'y a d'autre alternative que d'accorder le bénéfice de la remise de dettes pour ces dossiers qui ne peuvent être poursuivis par la voie de l'exécution forcée et dont le recouvrement amiable s'est avéré infructueux, afin de pouvoir acter une mise en non-valeur et clôturer dûment les postes comptables ouverts ;

Vu la note en annexe ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article unique :

D'accorder le bénéfice de la remise de dettes pour les dossiers dont le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé, en sa séance du 01-02-2024, revue en date du 15-02-2024, de ne pas déclarer les contraintes exécutoires en raison de leur montant inférieur à 100,00 €.

---

**Gemeentekas - Beperkingen voor de invordering van niet-fiscale schulden art. 137bis NGW - Lijst 2024-02. - Uitstel van 21/02/2024.**

DE RAAD,

Gelet op de artikelen 123§4 en 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Aangezien per 01-02-2024 een lijst van 1039 dwangbevelen, voor een bedrag van € 64.578,42, opgesteld door de gemeentelijke ontvanger voor onbetwiste en opeisbare niet-fiscale schulden, voorgelegd aan het College van Burgemeester en Schepenen met het voornemen om te worden geïnvorderd en uitvoerbaar verklaard worden;

Gezien het feit dat bij besluit van dezelfde zitting, herzien op 15-02-2024 als gevolg van een administratieve fout, het genoemde College alleen alle dwangbevelen waarvan het bedrag groter is dan of gelijk is aan € 100,00 heeft geïnvorderd en uitvoerbaar heeft verklaard, zodat ze kunnen worden betekend door een gerechtsdeurwaarder en onderworpen worden aan gedwongen executie;

Gelet dat er 202 dwangbevelen zijn die een terug te vorderen bedrag vertegenwoordigen van € 39.481,18;

Gezien het feit dat er 837 dwangbevelen blijven openstaan, opgenomen in de bijlage "Lijst 2024-01 minder dan 100 euro", voor bedragen van minder dan € 100,00 die een totaal terug te vorderen bedrag van € 25.097,24 vertegenwoordigen en die het College van Burgemeester en Schepenen niet heeft uitvoerbaar verklaard zodanig dat zij niet onderworpen kunnen worden aan gedwongen executie door een gerechtsdeurwaarder;

Overwegend dat voor deze 837 dossiers een diepgaande minnelijke invorderingsprocedure (factuur, herinnering, ingebrekestelling) is gevolgd, die niet succesvol is gebleken en dat er dus feitelijk niets kan worden ondernomen om de invordering voort te zetten;

Overwegend dat deze schulden openstaande boekhoudkundige posten vormen die in hun huidige vorm niet kunnen worden afgeschreven worden aangezien deze niet een administratieve fout zijn maar in de boekhouding wel moeten worden afgesloten;

Overwegend dat er geen ander alternatief bestaat dan het toekennen van schuldkwijtschelding voor deze dossiers die niet door middel van gedwongen executie kunnen worden vervolgd en waarvoor een minnelijke invordering niet succesvol is gebleken, teneinde een afschrijving te kunnen boeken en de openstaande vorderingen naar behoren te kunnen afsluiten op deze boekhoudkundige posten;

Gezien de bijgevoegde nota ;

Op voorstel van het Collège van de Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Om het toekennen van schuldkwijtschelding voor dossiers waarvoor het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 01-02-2024, herzien op 15-02-2024, heeft besloten de dwangbevelen niet uitvoerbaar te verklaren omdat het bedrag ervan lager is dan € 100,00.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Liste+2024-01+moin+de+100+eur.pdf.pdf, Note.pdf.pdf.pdf*

## **communaux au précompte immobilier pour l'exercice 2023 - Prolongation du délai d'introduction de la demande.**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117 ;

Vu la délibération du Conseil communal du 15 février 2023 fixant à 3.890 les centimes additionnels communaux au précompte immobilier pour 2023 ;

Considérant que l'état des finances communales a contraint notre Commune à augmenter les centimes additionnels communaux au précompte immobilier ;

Considérant toutefois que la Commune n'entend pas pénaliser les personnes physiques propriétaires Molenbeekois occupant personnellement et entièrement leur logement ; qu'au contraire, elle souhaite encourager l'accès à la propriété ;

Considérant que la Commune souhaite par ailleurs encourager les projets encadrés en matière de logement intergénérationnel, ce type de mécanisme comportant d'évidents bienfaits tant pour les jeunes que pour les personnes âgées mais aussi, plus généralement, pour la collectivité (prévention, dans une certaine mesure, de la dégradation d'immeubles par l'occupation d'étages laissés vides, réponse au manque de logements appropriés pour les personnes âgées, contribution au remaillage du tissu social,...) ;

Considérant que dans cette optique, une prime destinée à atténuer la hausse des centimes additionnels communaux au précompte immobilier peut être établie au bénéfice des administrés se trouvant dans l'une de ces situations ;

Considérant que la méthode la plus adéquate pour atteindre l'objectif poursuivi est d'octroyer une prime d'un montant équivalent à 85 % du pourcentage d'augmentation de la part communale dans le précompte immobilier par rapport à l'exercice d'imposition 2022 ;

Qu'ainsi les additionnels communaux étaient de 3350 pour l'exercice d'imposition 2022 et de 3890 pour l'exercice d'imposition 2023 soit une augmentation de 16,12 % ;

Considérant qu'une prime selon les mêmes conditions d'attribution était octroyée jusqu'en 2020 ;

Considérant ce qui précède, il y a lieu de renouveler cette prime pour l'exercice d'imposition 2023 dont le calcul équivaut à 85 % du pourcentage d'augmentation de la part communale dans le précompte immobilier ;

Considérant que lors de la création de la prime en 2015, l'avis du Conseil Consultatif du Logement avait été sollicité; que l'avis 2015/1 a été rendu en date du 15 septembre 2015; que le règlement adopté le 16 décembre 2015 pour l'année 2016 se basait sur cet avis; qu'il n'y a pas lieu de solliciter un nouvel avis du Conseil Consultatif du Logement vu les changements mineurs du texte intervenus depuis lors ;

Considérant qu'il y a lieu d'élargir de trois mois le délai de recevabilité de la demande de prime afin qu'un maximum de demandeurs potentiels puissent en bénéficier;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article unique :

De modifier l'article 3 du règlement établissant une prime destinée à atténuer la hausse des centimes additionnels au précompte immobilier pour l'exercice 2023 voté par le présent Conseil en date du 27 mars 2023:

*Article 3*

*La demande de prime doit être introduite par écrit et adressée au Collège des Bourgmestre et Echevins, au moyen du formulaire ad hoc de l'administration communale, dans un délai de NEUF mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle en matière de précompte immobilier.*

*A défaut d'avoir fait parvenir à l'administration communale une demande complète dans le délai susvisé, la prime ne sera pas octroyée.*

---

**Finanpen - Reglement op de premie toe bestemd voor het verzachten van de verhoring van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing voor het dienstjaar 2023 - Verlenging van de termijn voor het indienen van het aanvraag.**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder het artikel 117;

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 15 februari 2023 tot vastlegging op 3.890 van de gemeentelijke opcentiemen bij de onroerende voorheffing voor 2023;

Overwegende dat de situatie van de gemeentelijke financiën onze Gemeente gedwongen heeft de gemeentelijke opcentiemen bij de onroerende voorheffing te verhogen;

Overwegende echter dat de Gemeente de Molenbeekse natuurlijke personen niet wenst te benadelen die eigenaar zijn en die persoonlijk en geheel gebruikmaken van hun woning; dat ze, integendeel, de toegankelijkheid tot het eigendom wil aanmoedigen;

Overwegende dat de Gemeente overigens wenst de projecten inzake intergenerationeel wonen aan te moedigen, en dat dit soort mechanismen evidente weldaden omvatten zowel voor jongeren als voor bejaarde personen maar ook, meer in het algemeen, voor de gemeenschap (preventie, in een bepaalde mate, van de verslechtering van gebouwen door het gebruik van de leegstaande verdiepingen, beantwoorden aan het gebrek aan geschikte woningen voor bejaarde personen, bijdrage aan de verbetering van het maatschappelijk leven, ...);

Overwegende dat, vanuit dit standpunt, een premie bedoeld om deze verhoging van de gemeentelijke opcentiemen bij de onroerende voorheffing te verzachten, kan ingevoerd worden ten voordele van de burgers die zich in één van deze situaties bevinden;

Overwegende dat de meest geschikte methode om de gewenste doelstelling te bereiken is om een premie toe te kennen van een bedrag gelijkgesteld aan 85 % van het percentage van de verhoging van het gemeentelijke aandeel in de onroerende voorheffing in verhouding tot het aanslagjaar 2022;

Dat de gemeentelijke opcentiemen 3350 bedroegen voor het aanslagjaar 2022 en 3890 voor het aanslagjaar 2023 hetzij een verhoging van 16,12 %;

Overwegende dat een premie werd volgens dezelfde toekenningsvoorwaarden toe te kennen tot het aanslagjaar 2020;

Overwegende dat er moet overgegaan worden tot de vernieuwing van deze premie voor het aanslagjaar 2023 waarvan de berekening gelijk is van 85% van het percentage van de verhoging van het gemeentelijke aandeel in de onroerende voorheffing;

Overwegende dat bij de invoering van de premie in 2015, het advies van de Adviesraad voor Huisvesting werd gevraagd; dat op 15 september 2015 het advies 2015/1 werd uitgebracht; dat het reglement aangenomen op 16 december 2015 voor het jaar 2016 gebaseerd was op dit advies; dat met het oog op minieme wijzigingen van de tekst sindsdien, er niet moet overgegaan worden tot het vragen van een nieuw advies van de Adviesraad voor Huisvesting;

Overwegende dat het noodzakelijk is de ontvankelijkheidstermijn van de premieaanvraag met drie maanden te verlengen, zodat zoveel mogelijke aanvragers hiervan kunnen genieten ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

BESLIST :

Enige artikel :

Het volgende reglement aan te nemen tot vaststelling van een premie bestemd voor het verzachten van de verhoging van de gemeentelijke opcentiemen op de onroerende voorheffing voor het dienstjaar 2023 :

*Artikel 3*

*De aanvraag voor de premie moet schriftelijk ingediend worden en gericht zijn aan het College van Burgemeester en Schepenen, door middel van het formulier ad hoc van het gemeentebestuur, binnen een termijn van NEGEN maanden, te berekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzenddatum van het aanslagbiljet betreffende de onroerende voorheffing.*

## 12 Finances - Financement par le FRBRTC du programme We Pulse.

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 26 avril 2023 (26.04.2023/A/0025) décidant d'adhérer formellement aux domaines Finances et RH (soft et hard) du programme WePulse développé par Paradigm (anciennement CIRB) ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et échevins du 07 septembre 2023 (07.09.2023/B/0011) décidant de soumettre la candidature de l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean au programme WePulse dans les domaines Finances, Soft RH et Hard RH par l'envoi du formulaire de candidature ;

Vu la réception du courrier du FRBRTC du 13 novembre 2023, informant la Commune de la réception et la sélection de la candidature de Molenbeek-Saint-Jean ;

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment en ses articles 117 et suivants ;

Vu le courrier du 17 juillet 2023 de la Région de Bruxelles-capitale relatif à l'appel à candidatures lancé par le Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales (FRBRTC) ;

Considérant qu'il est demandé aux communes d'introduire pour le 31 mars 2024 au plus tard les conventions signées (commune et CPAS) reprises en annexe et faisant corps avec la présente délibération confirmant la décision d'adhésion de la Commune et du CPAS aux domaines Finances, Soft RH et hard RH de WePulse ;

Considérant que le Fonds octroie à la commune un prêt de 1.225.504,46 Euros destinés à financer l'investissement visant le développement de solutions informatiques applicatives dans les domaines de :

- a. la gestion financière des communes (FIN) et/ou ;
- b. la gestion des ressources humaines des communes (GRH - Soft HR) et/ou ;
- c. la gestion du personnel et de la paie des communes (GRH - Hard HR) ;

Considérant que la dépense d'investissement financée par le présent prêt sera liquidée par la commune au bénéfice de IRISTEAM ASBL ;

Considérant que le prêt sera mis à la disposition de la commune en deux tranches :

1° Une première tranche de 708.101,95 Euros après transmission par la commune de la copie de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins engageant les dépenses d'investissement visés au paragraphe 1 du présent article. La copie de la délibération doit être transmise au FRBRTC au plus tard le 31 octobre 2024.

2° Une seconde tranche de 517.402,51 Euros au plus tard le 31 octobre 2025.

Considérant que le Fonds octroie à la commune (pour le CPAS) un prêt de 827.509,08 Euros destinés à financer l'investissement visant le développement de solutions informatiques applicatives dans les domaines de :

- a. la gestion financière des CPAS (FIN) et/ou ;
- b. la gestion des ressources humaines des CPAS (GRH - Soft HR) et/ou ;
- c. la gestion du personnel et de la paie des CPAS (GRH - Hard HR).

Considérant que le prêt sera mis à la disposition de la commune (pour le CPAS) en deux tranches :

1° Une première tranche de 500.052,40 Euros après transmission par la commune de la copie de la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins engageant les dépenses de transfert de la commune au bénéfice du CPAS pour financer les investissements du CPAS visés au paragraphe 1 du présent article ainsi que la copie de la délibération du Bureau Permanent engageant les dépenses d'investissement visés au paragraphe 1 du présent article.

Les copies des délibérations doivent être transmises au FRBRTC au plus tard le 31 octobre 2024.

2° Une seconde tranche de 327.456,68 Euros au plus tard le 31 octobre 2025.

Considérant que la dépense de transfert financée par le présent prêt sera liquidée par la commune au

bénéfice du

CPAS au plus tard dans les 2 mois du versement du prêt par le Fonds à la commune;

Considérant que la dépense d'investissement financée par le présent prêt sera liquidée par le CPAS au bénéfice de

IRISTEAM ASBL ;

Vu les 2 projets de convention de prêt transmis par le FRBRTC ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les conventions de prêt, faisant corps avec la présente délibération, transmises par le FRBRTC dans le cadre du programme WePulse dans les domaines Finances, Soft RH et Hard RH, entre d'une part la Commune et le CPAS de Molenbeek-Saint-Jean et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et d'autre part entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Article 2 :

D'envoyer au FRBRTC pour le 31 mars 2024 au plus tard les conventions signées accompagnées de la présente délibération.

---

## **Financiën - Financiering door het BGHGT van het Programma We Pulse.**

DE RAAD,

Gelet op zijn besluit van 26 april 2023 (26.04.2023/A/0025) tot formele toetreding tot de domeinen Financiën en HR ('soft' en 'hard') van het WePulse-programma ontwikkeld door Paradigm (voorheen CIRB);

Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen van 07 september 2023 (07.09.2023/B/0011) tot het indienen van de kandidatuur van het gemeentebestuur van Sint-Jans-Molenbeek voor het WePulse-programma in de domeinen Financiën, Soft HR en Harde HR door toezending van het aanvraagformulier;

Gezien de ontvangst van de brief van de BGHGT van 13 november 2023, die de Gemeente informeert over de ontvangst en de selectie van onze kandidatuur;

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikelen 117 en volgende;

Gelet op de brief van 17 juli 2023 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de oproep tot kandidaatstelling gelanceerd door het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT);

Overwegende dat de gemeenten wordt gevraagd om uiterlijk op 31 maart 2024 de ondertekende overeenkomsten (gemeente en OCMW) in te dienen die zijn opgenomen in de bijlage en deel uitmaken van deze beraadslaging en die de beslissing van de gemeente en het OCMW bevestigen om toe te treden tot de domeinen Financiën, Soft HR en Harde HR van WePulse;

Overwegende dat het Fonds staat aan de gemeente een lening toe van 1.225.504,46 Euro's bestemd tot de financiering van volgende investering in de ontwikkeling van IT-applicatie-oplossingen binnen de domeinen van:

- a. het financieel beheer van de gemeenten (FIN) en/of;
- b. het beheer van de human resources van de gemeenten (BHR – soft HR) en/of ;
- c. het beheer van het personeel en van de payroll (BHR – hard HR) van de gemeenten.

Overwegende dat de met deze lening gefinancierde investeringsuitgaven zal door de gemeente ten voordele van IRISTEAM vzw worden vereffend;

Overwegende dat deze lening zal aan de gemeente via twee jaarlijkse schijven ter beschikking gesteld worden:

1° De eerste schijf van 708.101,95 Euros na door de gemeente overzending van de kopie van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen die de als bedoeld in paragraaf 1 uitgaven vastlegt. De kopie van de beraadslaging moet absoluut uiterlijk op 31 oktober 2024

overgemaakt zijn aan het BGHGT.

2° De tweede schijf van 517.402,51 Euro's uiterlijk op 31 oktober 2025.

Overwegende dat het Fonds staat aan de gemeente (OCMW) een lening toe van 827.509,08 Euro's bestemd tot de financiering van volgende investering in de ontwikkeling van IT-applicatie-oplossingen binnen de domeinen van:

- a. het financieel beheer van de OCMW's (FIN) en/of;
- b. het beheer van de human resources van de OCMW's (BHR – soft HR) en/of ;
- c. het beheer van het personeel en van de payroll (BHR – hard HR) van de OCMW's.

Overwegende dat deze lening zal aan de gemeente via twee jaarlijkse schijven ter beschikking gesteld worden:

1° De eerste schijf van 500.052,40 Euros na door de gemeente verzending van de kopie van de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen die de uitgave voor de overdracht ten gunste van zijn OCMW voor de financiering van de als bedoeld in paragraaf 1 investeringen vastlegt. Bij deze beraadslaging van het College zal de kopie van de beraadslaging van het Vast Bureau worden gevoegd die als bedoeld in paragraaf 1 investeringsuitgaven van het OCMW vastlegt. De kopieën van de beraadslagingen moeten absoluut uiterlijk op 31 oktober 2024 overgemaakt zijn aan het BGHGT.

2° De tweede schijf van 327.456,68 Euro's uiterlijk op 31 oktober 2025.

Overwegende dat de door deze lening gefinancierde overdrachtsuitgave wordt door de gemeente aan het OCMW betaald uiterlijk binnen 2 maanden na de betaling van de lening door het Fonds aan de gemeente;

Overwegende dat de met deze lening gefinancierde investeringsuitgaven zal door het OCMW ten voordele van IRISTEAM vzw worden vereffend;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

**BESLUIT :**

**Artikel 1 :**

De in deze beraadslaging geïntegreerde leningsovereenkomsten goed te keuren die door het BGHGT werden ingediend in het kader van het WePulse-programma in de domeinen Financiën, Soft HR en Hard HR, tussen enerzijds de gemeente en het OCMW van Sint-Jans-Molenbeek en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en anderzijds tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

**Artikel 2 :**

De ondertekende overeenkomsten, samen met de zijn beraadslaging, ten laatste op 31 maart 2024 over te maken aan de BGHGT.

*5 annexes / 5 bijlagen*

*MOL+Convention-type+Gemeente+NL.docx14421479140510516488.pdf.pdf, MOL+Convention-type+Commune+&+CPAS+FR.docx7912051071855865393.pdf.pdf, MOL+Convention-type+Gemeente+OCMW+NL.docx16025048286039527048.pdf.pdf, Document\_FRBRTC\_notif\_1\_projets\_retenus6507840228169579168.pdf.pdf, MOL+Convention-type+FR+Commune.docx18338342282491825080.pdf.pdf*

---

## 13 **Finances - Budget communal de l'exercice 2024 - Arrêt de crédits provisoires pour le 2ème trimestre 2024**

LE CONSEIL,

Considérant que le budget communal de l'exercice 2024 ne sera pas voté par le Conseil communal avant le 1<sup>er</sup> avril 2024 ;

Considérant, dès lors, qu'il y a lieu de voter des crédits provisoires, afin d'assurer la bonne marche de l'administration, conformément à l'article 14 du Règlement Général de la Comptabilité Communale ;

Considérant que ces crédits provisoires ne pourront excéder, par mois, le douzième du crédit budgétaire de l'exercice précédent ;

Considérant que cette restriction n'est pas applicable aux dépenses relatives à la rémunération du personnel communal et au paiement des primes d'assurances et des taxes ;  
Considérant que les crédits provisoires ne concernent que les dépenses relatives au budget ordinaire et excluent, de ce fait, l'engagement de dépenses relatives au budget extraordinaire ;  
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins en date du 07.03.2024 ;

DECIDE :

Article unique :  
D'arrêter les crédits provisoires pour le 2ème trimestre 2024.

**Expédition de la présente délibération sera transmise, pour approbation, à l'Autorité de tutelle.**

---

### **Financiën - Gemeentebegroting van het dienstjaar 2024 - Vaststelling van voorlopige kredieten voor het tweede trimester 2024**

DE RAAD,

Overwegende dat de gemeentebegroting van het dienstjaar 2024 niet aan de Gemeenteraad zal voorgelegd worden voor 1 april 2024;

Overwegende dat het nodig is voorlopige kredieten te stemmen teneinde de goede werking van de gemeente te garanderen, overeenkomstig artikel 14 van het Algemeen Reglement op de Gemeentelijke Comptabiliteit;

Overwegende dat deze voorlopige kredieten mogen, per maand, niet meer bedragen dan een twaalfde van het begrotingskrediet van het vorige dienstjaar;

Overwegende dat deze beperking niet van toepassing is op de uitgaven betreffende de wedden van het gemeentepersoneel en het betalen van verzekeringspremies en belastingen;

Overwegende dat de voorlopige kredieten alleen betrekking hebben op de uitgaven van de gewone dienst en dat hierdoor de uitgaven betreffende de buitengewone dienst niet mogen aangewend worden;

Op voorstel van het College van burgemeester en Schepenen d.d. 07.03.2024;

BESLUIT:

Enig artikel:  
Voorlopige kredieten vast te stellen voor het tweede trimester 2024.

**Verzending van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring aan de toezichhoudende overheid overgemaakt worden.**

---

- 14 **Marchés Publics - Marché public de Fournitures - « Achat des Fournitures Scolaires pour une durée de 12 mois (2024) » - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale.**

Le point sera retiré en séance.

---

**Overheidsopdrachten - Overheidsopdracht voor leveringen - "Aankoop van schoolbenodigdheden voor een periode van 12 maanden (2024)" - Goedkeuring van de voorwaarden, de wijze van gunning en de te raadplegen ondernemingen - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet.**

Het punt zal tijdens de zitting ingetrokken worden.

- 
- 15 **Marchés Publics - Marché public de Fournitures. « Achat et leasing des livres/manuels pour une durée de 12 mois (2024) » - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale.**

Le point sera retiré en séance.

---

**Overheidsopdracht - Overheidsopdracht voor leveringen. "Aankoop en leasing van boeken/handleidingen voor een periode van 12 maanden (2024)". - Goedkeuring van de voorwaarden, de wijze van gunning en de te raadplegen ondernemingen - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet.**

Het punt zal tijdens de zitting ingetrokken worden.

- 
- 16 **Marché public - Marché public de fournitures. "Achat de matériel pédagogique pour une période de 12 mois (2024)". - Approbation des conditions, du mode de passation et des entreprises à consulter - Application de l'article 234 §3 de la Nouvelle loi communale.**

Le pont sera retiré en séance.

---

**Overheidsopdracht – Overheidsopdracht voor leveringen. "Aankoop van leermiddelen voor een periode van 12 maanden (2024)". - Goedkeuring van de voorwaarden, de wijze van gunning en de te raadplegen ondernemingen - Toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet.**

Het punt zal tijdens de zitting ingetrokken worden.

- 
- 17 **Prévention - Subside à l'asbl Transit 2023 - Approbation de la convention 2023 - Régularisation.**

LE CONSEIL,

Considérant l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Considérant que dans le cadre du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention 2023, conclu entre la commune et l'Etat Fédéral, l'asbl Transit a pour mission :

- D'être un centre de crise d'urgence pour les usagers de drogues interpellés par les services de police ou provenant des dispositifs communaux et du réseau socio-médical ;
- D'être un centre d'hébergement de courte durée, à bas seuil d'accès, ouvert 24h sur 24 en fonctionnant 7 jours sur 7 ;
- D'être un centre d'accueil et d'orientation ;
- De proposer une aide sociale, psychologique et administrative ;
- D'accompagner les usagers de drogue dans les démarches nécessaires à l'amélioration de leurs conditions socio-économiques et à leur intégration ;

Considérant le montant de 14.808,66 Eur alloué par l'état fédéral à l'asbl Transit via le plan Stratégique ;

Considérant la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28.12.2024 d'engager la dépense de 14.808,66 EUR à l'article 3000/332-02 – Exercice 2023 – budget ordinaire au nom de l'asbl Transit, ayant son siège rue Stephenson 96 à 1000 Bruxelles ;

Considérant que rien ne s'oppose dès lors à la signature de la convention ;

Considérant la convention jointe en annexe entre la commune et l'asbl Transit ;

Considérant la demande écrite du Service Public Fédéral de pouvoir disposer de la convention signée

pour l'année 2023 ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention 2023 entre la Commune et l'asbl Transit ;

---

**Preventie - Subsidie aan de vzw Transit 2023 - Goedkeuring van de overeenkomst 2023 - Regularisatie.**

DE RAAD,

Gezien het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende het feit dat in het kader van het Strategisch Veiligheids- en Preventieplan 2023, afgesloten tussen de gemeente en de Federale Staat, de vzw Transit als opdracht heeft om:

- een crisiscentrum te zijn voor drugsgebruikers die door de politie gearresteerd zijn of afkomstig uit gemeentelijke systemen en het sociaal-medische netwerk zijn;
- een centrum voor tijdelijke opvang te zijn, met een lage toegangsdrempel, 24 uur per dag geopend, 7 dagen per week;
- een opvang- en begeleidingscentrum te zijn;
- het bieden van sociale, psychologische en administratieve hulp;
- drugsgebruikers onder te steunen bij de nodige stappen om hun sociaaleconomische omstandigheden en hun integratie te verbeteren;

Overwegende het bedrag van 14.808,66 EUR dat de federale staat via het Strategisch Plan aan de vzw Transit heeft toegekend;

Overwegende de beslissing van het Collège des Bourgmestre et Echevins d.d. 28.12.2024 om de uitgave van 14 808,66 euro vast te leggen op artikel 3000/332-02 - Begrotingsjaar 2023 - gewone begroting op naam van de vzw Transit, met maatschappelijke zetel te Stephensonstraat 96, 1000 Brussel;

Overwegende dat niets de ondertekening van de overeenkomst dus in de weg staat;

Overwegende de bijgevoegde overeenkomst tussen de gemeente en de vzw Transit;

Gezien het schriftelijke verzoek van de Federale Overheidsdienst om toegang te krijgen tot de overeenkomst getekend voor het jaar 2023;

BESLIST:

Enig artikel:

Het goedkeuren van de overeenkomst 2023 tussen de gemeente en de vzw Transit;

*2 annexes / 2 bijlagen*

*4. Convention - Molenbeek - 2023 - FR.pdf, 4. Convention - Molenbeek - 2023 - NL.pdf*

---

**18 Développement Durable - Programme de subside communal visant à soutenir les potagers collectifs - POTAGERS 1080 édition 2024.**

LE CONSEIL,

Vu les objectifs en matière d'environnement et d'énergie inscrits dans la déclaration de politique communale 2018- 2024, et plus particulièrement l'objectif d'encourager le développement de potagers collectifs ;

Vu la Loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant que les potagers collectifs jouent un rôle important en matière de développement durable, de vie sociale, d'éducation et d'environnement ;

Considérant la volonté du Collège des Bourgmestre et Échevins, et plus particulièrement de

l'Échevin de l'Environnement et du Développement Durable, de soutenir les potagers collectifs associatifs dont l'action est orientée vers les quartiers et leurs habitants ;

Considérant qu'un montant de 10.000 EUROS (sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle) a été prévu au budget ordinaire 2024 (article de dépense 8792/332/02) afin de financer un programme de soutien aux potagers collectifs de quartier, ci-après dénommé 'POTAGERS.1080' ;

Considérant qu'il est proposé d'allouer ce budget sous forme de subside plafonné à 1000 EUROS (sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle) par association demandeuse et selon les modalités reprises au règlement dudit programme élaboré dans ce cadre (voir Annexe 1) ;

Considérant que ledit règlement s'appuie sur le règlement communal relatif à l'octroi de subsides approuvé par le Conseil Communal en séance du 23/05/2018 et le formulaire de demande de subside pour un projet ponctuel afférent ;

Considérant que les demandes seront analysées et proposées au vote du Collège au terme de la période d'introduction des demandes ;

Considérant la consultation du service des Affaires Juridiques pour le règlement dédié au programme POTAGERS.1080 et de la procédure associée ;

Considérant les quatre premières éditions (2020, 2021, 2022 et 2023) du programme et leur évaluation ;

DÉCIDE :

Article 1 :

D'approuver le règlement renouvelé du programme de subside 'POTAGERS.1080 - 2024' (annexe 1).

Article 2 :

De réserver la somme de 10.000 EUR (sous réserve d'approbation du budget par l'autorité de tutelle) à l'article budgétaire 8792/332-02 (Développement Durable – Subside aux associations) en vue du subventionnement des associations demandeuses, sous réserve de conformité des demandes.

Article 3 :

De charger le service Développement Durable de procéder à la réception et vérification des demandes de subsides (date limite de dépôt des demandes : 30/04/2024 minuit) et de soumettre à l'approbation du Collège.

Article 4 :

De diffuser l'existence du programme de subside communal 'POTAGERS.1080 - 2024' via les différents médias communaux.

Copie de la présente sera remise au(x) service(s) : Communication, Affaires Juridiques.

---

**Duurzame ontwikkeling - Gemeentelijk subsidieprogramma ter ondersteuning van collectieve moestuinen - MOESTUINEN 1080 editie 2024.**

DE RAAD,

Gelet op de milieu- en energiedoelstellingen in de gemeentelijke beleidsverklaring voor 2018-2024, met name de doelstelling om de ontwikkeling van collectieve moestuinen aan te moedigen;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van bepaalde subsidies;

Gelet het feit dat collectieve moestuinen een belangrijke rol spelen in de duurzame ontwikkeling, het sociale leven, het onderwijs en het milieu;

Gelet op de bereidheid van het College van Burgemeester en Schepenen, en meer bepaald van de Schepenen voor Milieu en Duurzame Ontwikkeling, om collectieve moestuinen van verenigingen te steunen waarvan de actie gericht is op de wijken en hun bewoners;

Overwegende dat in de gewone begroting 2024 (uitgavenpost 8792/332/02) een bedrag van 10.000 EUR (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichhoudende autoriteit) is uitgetrokken voor de financiering van een programma voor steun aan collectieve moestuinen in de buurt, hierna "MOESTUINEN.1080" genoemd;

Overwegende dat dit budget wordt toegekend in de vorm van een subsidie van maximaal 1000 EUR (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichhoudende autoriteit) per aanvragende vereniging en overeenkomstig de procedures die zijn vastgelegd in de regels van

het in dit verband opgestelde programma (zie Bijlage 1);  
Overwegende dat het genoemde reglement gebaseerd is op het gemeentelijk reglement inzake de toekenning van subsidies dat door de gemeenteraad op zijn vergadering van 23/05/2018 is goedgekeurd en op het bijbehorende subsidieaanvraagformulier voor een eenmalig project;  
Overwegende dat aan het einde van de aanvraagperiode de aanvragen zullen worden geanalyseerd en ter stemming aan het College worden voorgelegd;  
Overleg met de dienst Juridische Zaken over de verordening betreffende het programma 'MOESTUINEN.1080 en de bijbehorende procedure;  
Gelet op de eerste vier edities (2020, 2021, 2022 en 2023) van het programma en de evaluatie daarvan;

BESLIST:

Artikel 1:

Het vernieuwde reglement van het subsidieprogramma 'MOESTUINEN.1080 – 2024' (bijlage 1) goed te keuren.

Artikel 2:

Het bedrag van 10.000 euro (onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende autoriteit) in begrotingsartikel 8792/332-02 (Duurzame ontwikkeling - Subsidie voor verenigingen) te reserveren voor subsidie van aanvragende verenigingen, mits de aanvragen conform zijn.

Artikel 3:

De dienst duurzame ontwikkeling opdracht te geven de subsidieaanvragen in ontvangst te nemen en te controleren (uiterste termijn voor indiening van de aanvragen: 30/04/2024 om middernacht) en de desbetreffende subsidieovereenkomsten ter goedkeuring voor te leggen aan het College.

Artikel 4:

Het bestaan van het gemeentelijke subsidieprogramma 'MOESTUINEN.1080-2024' bekend te maken via de gemeentelijke kanalen.

Verzending van deze beraadslaging: Communicatie, Juridische Zaken.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*POTAGERS.1080\_2024\_RÈGLEMENT\_Fr.pdf, MOESTUINEN.1080\_2024\_REGELING\_Nl.pdf*

---

## 19 **Mobilité - Dimanche sans voiture 2023 - Soutien financier à l'Ecole du Cirque - Embarquement immédiat.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 117 al.1 et 119 al.2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu la circulaire du 30 novembre 2006 relative à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions accordées par les communes ;

Vu la délibération du conseil communal adoptant le nouveau règlement relatif à l'octroi de subsides en sa séance du 23 mai 2018 ;

Considérant que la Commune soutient depuis 2014 les activités de l'école du Cirque autour de la journée sans voiture ;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, prise en séance du 13 décembre 2002, par laquelle il décide «de participer à l'organisation, au moins une fois par an, d'une journée durant laquelle la circulation est interdite sur l'ensemble du territoire de la Région»;

Vu la décision du Conseil du 30 août 2023 marquant son accord de principe sur l'organisation de la «journée sans voiture» du dimanche 17 septembre 2023;

Considérant que l'objectif de l'opération était de sensibiliser la population aux nuisances générées par la pression automobile, aux modes de déplacements alternatifs à la voiture, et se voulait aussi le vecteur d'une amélioration de la qualité de la vie en ville;

Considérant que la «journée sans voiture» était l'occasion de mettre en valeur les mobilités alternatives à la voiture individuelle notamment par l'organisation d'événements festifs investissant l'espace public;

Vu l'organisation, à cette occasion, par l'Ecole de Cirque de Bruxelles en collaboration avec la

Commune de Molenbeek-Saint-Jean, de l'évènement «Embarquement immédiat»;  
Considérant que lors de cet évènement, des animations, des concerts et fanfares ainsi que des spectacles de cirque à destination de tout public ont été organisés;  
Considérant que cet évènement s'est déroulé dans la rue Picard, dans le quartier Maritime;  
Considérant le succès rencontré par l'évènement, comme lors des éditions précédentes;  
Considérant que l'Ecole de Cirque de Bruxelles a pris en charge la coordination de l'évènement avec ses partenaires ainsi que les associations, habitants et commerçants du quartier, engendrant des frais pour un montant de 3.500,00 €;  
Vu la délibération du Conseil communal datant du 20.12.2023 arrétant les crédits provisoires pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2024 ;  
Considérant que la commune prend en charge les frais de cette collaboration, et que les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 4100/332-02 (Mobilité – Subsidies aux organismes) du budget ordinaire de l'exercice 2024;  
Considérant que ce montant peut être versé sur le compte BE73 0682 7911 6260 dont le titulaire est Madame Teresa Fajardo Padron, directrice de l'Ecole de Cirque de Bruxelles asbl (n° d'entreprise: BE 0458.811.879), ayant son siège rue Picard 3 à 1000 Bruxelles;  
Considérant que le service des Evènements a pris en charge la coordination logistique et les mesures relatives à la circulation autour du pôle d'activités, en collaboration avec la police et les services communaux concernés;

DECIDE:

Article 1:

D'approuver le subside de 3.500,00 € afin de prendre en charge les frais de l'Ecole de Cirque de Bruxelles relatifs à l'organisation, en collaboration avec la Commune, de l'évènement « Embarquement Immédiat » qui s'est déroulé le 17 septembre 2023, et d'engager le montant de ce subside à l'article 4100/332-02 du budget ordinaire de l'exercice 2024, dans la limite des douzièmes provisoires.

Article 2 :

De verser le montant visé à l'article 1 sur le compte BE73 0682 7911 6260 dont le titulaire est Madame Teresa Fajardo Padron, directrice de l'Ecole de Cirque de Bruxelles asbl (n° d'entreprise: BE 0458.811.879), ayant son siège rue Picard 3 à 1000 Bruxelles, après remise des pièces justificatives adéquates.

---

### **Mobiliteit - Autoloze zondag 2023 - Financiële steun aan de Circusschool - Onmiddellijke Inscheping.**

DE RAAD,

Gelet op de artikels 117, lid 1 en 119, lid 2 vande nieuwe gemeentewet ;  
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de contrôle op de toekenning en het gebruik van bepaalde subsidies ;  
Gelet op de circulaire van 30 november 2006 houdende de wet van 14 november 1983 betreffende het toezicht op de toekenning en het gebruik van de door de gemeenten toegekende subsidies ;  
Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad tot vaststelling van het nieuwe reglement betreffende de toekenning van subsidies in zijn vergadering van 23 mei 2018 ;  
Overwegende dat de gemeente sinds 2014 de activiteiten van de Circusschool rond de autoloze dag ondersteunt ;  
Gelet op het besluit van het College van Burgemeester en Schepenen, genomen in zijn vergadering van 13 december 2002, waarbij werd besloten « ten minste éénmaal per jaar deel te nemen aan de organisatie van een dag waarop het verkeer op het gehele grondgebied van het Gewest verboden is » ;  
Gelet op het besluit van de gemeenteraad van 30 augustus 2023 tot een principeakkoord over de organisatie van de « autovrije dag » op zondag 17 september 2023 ;  
Overwegende dat de actie tot doel had de bevolking bewust te maken van de overlast die wordt veroorzaakt door de druk van de auto, van alternatieve vervoerswijzen voor de auto, en tevens bedoeld was als vector voor de verbetering van de levenskwaliteit in de stad ;  
Overwegende dat de « autovrije dag » een gelegenheid was om alternatieve mobiliteit voor de privéauto onder de aandacht te brengen, met name door de organisatie van feestelijke evenementen die de openbare ruimte overnemen ;

Gelet op de organisatie, bij deze gelegenheid, door de Brusselse Circusschool in samenwerking met de gemeente van Sint-Jans-Molenbeek, van het evenement « Onmiddellijke Inscheping »  
Overwegende dat tijdens dit evenement animaties, concerten en fanfares evenals circusvoorstellingen voor alle doelgroepen werden georganiseerd ;  
Overwegende dat evenement heeft plaatsgevonden in de Picardstraat, in de Maritiemwijk ;  
Overwegende het succes van het evenement, net als tijdens de voorgaande edities ;  
Overwegende dat de Brusselse Circusschool de coördinatie van het evenement op zich heeft genomen met haar partners en met de verenigingen, bewoners en winkeliers van de wijk, wat kosten met zich meebrengt voor een bedrag van 3.500,00 € ;  
Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 20.12.2023 tot vaststelling van de voorlopige kredieten voor het eerste trimester van 2024 ;  
Overwegende dat de gemeente de kosten van deze samenwerking dekt en dat de nodige kredieten zijn opgenomen in het artikel 4100/332-02 (Mobiliteit – Subsidies van organismen) van de gewone begroting van het dienstjaar 2024 ;  
Overwegende dat dit bedrag kan gestort worden op de rekening BE73 0682 1977 6260 waarvan Mevrouw Teresa Fajardo Padron, directrice van de vzw Circusschool van Brussel (ondernemingsnummer : BE 0458.811.879), met maatschappelijke zetel in de Picardstraat 3 te 1000 Brussel, houder is ;  
Overwegende dat de dienst Evenementen in samenwerking met de politie en de betrokken gemeentelijke diensten de logistieke coördinatie en maatregelen met betrekking tot het verkeer rond het cluster van activiteiten heeft overgenomen ;

#### BESLIST:

##### Artikel 1:

Goedkeuren van de subsidie van 3.500,00 € ter dekking van de kosten van de Brusselse Circusschool met betrekking tot de organisatie, in samenwerking met de gemeente, van het evenement « Onmiddellijke Inscheping » dat plaatsvond op 17 september 2023, en om het bedrag van deze subsidie in te schrijven op artikel 4100/332-02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2024, binnen de limiet van de voorlopige twaalfden.

##### Artikel 2 :

Om het in artikel 1 bedoelde bedrag op rekening BE73 0682 1977 6260 titularis Mevrouw Teresa Fajardo Padron, directrice van de vzw Circusschool van Brussel (ondernemingsnummer : BE 0458.811.879), met maatschappelijke zetel in de Picardstraat 3 te 1000 Brussel, na voorlegging van de nodige bewijsstukken, te storten.

*6 annexes / 6 bijlagen*

*RA\_21-22-(WEB)\_pages.pdf, 2021-2022.pdf, 13. BNB Février 2023.pdf, 14. Attestation octobre 23 avec noms.PDF, statuts ECBRu 2022\_moniteur belge .pdf, annexe 2 demande de subsides pour projet ponctuel.pdf*

---

## 20 **Culture néerlandophone - Subsidies ponctuelles - les amis de Brosella asbl par les services de la culture francophone, culture néerlandophone et de la jeunesse.**

#### LE CONSEIL,

Vu les compétences du Collège des Bourgmestre et Échevins, telles que décrites dans la Nouvelle loi communale de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 juin 2013 ;

Vu le règlement d'attribution des subsides adopté par le Conseil communal en séance du 23.05.2018;

Vu le décret du 13 juillet 2001 et le décret du 6 juillet 2012 concernant la stimulation d'une politique culturelle locale qualitative et intégrée ;

Considérant que les objectifs des projets des associations culturelles s'inscrivent dans le cadre de ce décret et qu'ils apportent une plus-value à l'image culturelle de la commune ;

Considérant que le projet introduit a utilisé le formulaire prescrit et est conforme au Règlement relatif à l'octroi de subventions du 23.05.2018 ;

Considérant la proposition de l'Asbl Les Amis de Brosella (Rue A. Lavalée 39, 1080 Molenbeek - Saint-Jean avec le numéro d'entreprise 0445.286.220 et le numéro de compte

BE35 7310 1783 4837) d'organiser la deuxième édition du Brosella Spring festival du 7 au 10 mars 2024 en mettant l'accent sur l'accueil des familles locales les samedi 9 et dimanche 10 mars 2024 au Centre des Arts la Vallée avec des ateliers familiaux autour de la musique folklorique urbaine et ethnique ;

Considérant que l'initiative est bilingue et vise donc également à inclure toutes les familles de Molenbeek ;

Considérant la proposition des services de la culture francophone, de la culture néerlandophone et du service de la jeunesse de soutenir l'initiative comme suit : 1 000 € sur l'article 7620/332-02 (subventions aux organismes culturels francophones), 1 000 € sur l'article 7621/332-02 (subventions aux organismes culturels néerlandophones) et 1 500 € sur l'article 7610/332-02 (subventions aux initiatives de jeunes) ;

Vu la délibération du Conseil communal du 20.12.2023 fixant les crédits prévisionnels pour le premier trimestre 2024 ;

DÉCIDE ,

Article 1 - accord de principe

D'approuver la subvention à l'asbl les amis de Brosella sur présentation des pièces justificatives.

Article 2 - engagement de la dépense

D'engager la dépense 3 500 € (au total), comme indiqué dans le tableau ci-dessous, sur le budget 2024 comme suit, dans le cadre des douzièmes prévisionnels ;

N°	prestataire	NE	adresse	article	montant	N°de compte
1	Les amis de Brosella asbl	0445.286.22 0	Rue A. Lavallee 39, 1080 Molenbeek	7610/332-02	1.500 €	BE35 7310 1783 4837
2	Les amis de Brosella asbl	0445.286.22 0	Rue A. Lavallee 39, 1080 Molenbeek	7620/332-02	1.000€	BE35 7310 1783 4837
3	Les Amis de Brosella asbl	0445.286.22 0	Rue A. Lavallee 39, 1080 Molenbeek	7621/332-02	1.000€	BE35 7310 1783 4837

Cette décision sera transmise au Service financier et la comptabilité, au service de la Jeunesse et le service de la Culture française.

---

**Nederlandstalige cultuur - Projectsubsidies - Les amis de Brosella asbl door de diensten Franstalige cultuur, Nederlandstalige cultuur en jeugd.**

DE RAAD,

Gezien de bevoegdheden van het college van Burgemeester en Schepenen, zoals beschreven in de Nieuwe Gemeentewet van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 24 juni 2013;

Gelet het reglement betreffende de toekenning van subsidies vastgesteld door de Gemeenteraad in zitting van 23.05.2018;

Gelet op het decreet van 13 juli 2001 en het decreet van 6 juli 2012 houdende het stimuleren van een kwalitatief en integraal lokaal cultuurbeleid;

Gelet dat de doelstellingen van de projecten van de culturele verenigingen passen in het kader van dit decreet en dat zij een meerwaarde betekenen voor de culturele uitstraling van de gemeente;

Overwegende dat de ingediende projecten gebruikt maakten van het voorgeschreven formulier en voldoen aan het reglement betreffende toekenning van subsidies dd.

23.05.2018;

Overwegende het voorstel van Asbl Les Amis de Brosella (Rue A. Lavalée 39, 1080 Molenbeek – Saint- Jean met ondernemingsnummer 0445.286.220 en rekeningnummer BE35 7310 1783 4837) om de tweede editie van het Brosella Spring festival te organiseren van 7 tot 10 maart met een focus op het onthaal van lokale families op zaterdag 9 en zondag 10 maart 2024 in kunstencentrum la Vallée met familieworkshops rond urban en ethnic folk muziek;

Overwegende dat het initiatief tweetalig is en zodoende ook alle families van Molenbeek probeert te betrekken;

Overwegende het voorstel van de diensten Franstalige cultuur, Nederlandstalige cultuur en de jeugddienst om het initiatief te ondersteunen als volgt: 1.000 € op artikel 7620/332-02 (subsidies aan Franstalige culturele organismen), 1.000 € op artikel 7621/332-02 (subsidies aan Nederlandstalige culturele organismen) en 1.500 € op artikel 7610/332-02 (subsidies aan jeugdinitiatieven);

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 20.12.2023 tot vaststelling van de voorlopige kredieten voor het eerste trimester van 2024;

**BESLUIT,**

Artikel 1 - principesakkoord

de subsidie aan les amis de Brosella asbl uit te betalen op voorlegging van bewijsstukken.

Artikel 2-boeking van de uitgave

De uitgaven €3.500 (in het geheel €), zoals weergegeven in onderstaande tabel, op het budget van 2024 aan te wenden als volgt, binnen de voorlopig twaalfden;

N°	prestataire	N°ON	adres	artikel	bedrag	Rekeningnummer
1	Les amis de Brosella asbl	0445.286.220	Rue A. Lavalée 39, 1080 Molenbeek	7610/332-02	1.500 €	BE35 7310 1783 4837
2	Les amis de Brosella asbl	0445.286.220	Rue A. Lavalée 39, 1080 Molenbeek	7620/332-02	1.000€	BE35 7310 1783 4837
3	Les Amis de Brosella asbl	0445.286.220	Rue A. Lavalée 39, 1080 Molenbeek	7621/332-02	1.000€	BE35 7310 1783 4837

Onderhavige beslissing zal overgemaakt worden aan de dienst Financiën en de dienst boekhouding.

---

## 21 Jeunesse - Opération « Plaisir d'Apprendre » - Année 2023.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Collège échevinal en sa séance du 17/05/2023 autorisant le Service Jeunesse à lancer un appel à subvention aux associations molenbeekoises dans le cadre de l'opération «Plaisir d'Apprendre» pour l'année 2023;

Considérant que le montant de 18.060,00 EUR a été alloué au service Jeunesse et inscrit à l'article de recette 7610/465-48 sur le DC210/2024 de l'exercice budgétaire 2024;

Considérant que l'asbl AJM, sise 10 rue de la Vermicellerie à 1080 Bruxelles n° d'entreprise 0549.790.555 - compte bancaire IBAN BE58 0017 2854 7979 - a organisé dans le cadre de cette opération des activités pour les jeunes durant les congés scolaires de printemps et d'été 2023 et a

justifié des dépenses pour un montant de 17.502,11 EUR;

Considérant que le service jeunesse devrait dès lors verser un montant de 17.502,11 EUR à l'asbl AJM;

Vu la délibération du Conseil communal datant du 20/12/2023 arrêtant les crédits provisoires pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2024 ;

DÉCIDE :

Article unique :

D'engager et d'imputer la dépense de 17.502,11 EUR sur l'article budgétaire 7610/332-02 dans la limite des douzièmes provisoires et de verser cette somme à l'asbl AJM, sise 10 rue de la Vermicellerie à 1080 Bruxelles n° d'entreprise 0549.790.555 - compte bancaire IBAN BE58 0017 2854 7979 dans la cadre des dépenses réalisées pour la mise en place d'activités pour les jeunes selon les termes de l'opération « Plaisir d'apprendre » édition 2023 ;

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

---

### **Jeugd - Operatie "Plaisir d'apprendre" - Jaar 2023.**

DE RAAD,

Gezien het besluit van het schepencollege in zijn vergadering van 17/05/2023 waarbij de dienst Jeugd wordt gemachtigd om een oproep tot het indienen van subsidies te lanceren voor Molenbeekse verenigingen in het kader van de operatie "Plaisir d'apprendre" voor het jaar 2023; Overwegende dat het bedrag van 18.060,00 Euro is toegewezen aan het departement Jeugd en geboekt onder de ontvangstenpost 7610/465-48 op de DC210/2024 van het begrotingsjaar 2024; Overwegende dat de vzw AJM, met maatschappelijke zetel te 1080 Brussel, Vermicelleriestraat 10, ondernemingsnummer 0549.790.555 - bankrekening IBAN BE58 0017 2854 7979 - in het kader van deze actie activiteiten voor jongeren heeft georganiseerd tijdens de lente- en zomerschoolvakantie in 2023 en uitgaven ten bedrage van 17.502,11 Euro heeft verantwoord; Overwegende dat de jeugddienst bijgevolg een bedrag van 17.502,11 Euro moet betalen aan AJM vzw;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 20/12/2023 tot vaststelling van de voorlopige kredieten voor het 1ste kwartaal van 2024;

BESLUIT :

Enig artikel:

De uitgaven ten bedrage van 17.502,11 euro vast te leggen en ten laste te brengen van begrotingspost 7610/332-02 binnen de grenzen van de voorlopige twaalfden en dit bedrag over te maken aan de vzw AJM, gevestigd te 1080 Brussel, Vermicelleriestraat 10, ondernemingsnummer 0549.790.555 - bankrekening IBAN BE58 0017 2854 7979 in het kader van de uitgaven voor het opzetten van activiteiten voor jongeren in het kader van de actie "Plaisir d'apprendre" editie 2023; Deze beslissing zal worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

---

## **22 [Marchés publics - Adhésion à la centrale d'achats concernant l'accord-cadre relatif à des fournitures/prestations en rapport avec les élections du 9 juin 2024 \(impression de bulletins, packs/colis pour les bureaux électoraux, affiches diverses, matériel comme des urnes, isolements, ...\) passé par le SPF intérieur et plus précisément concernant le lot N° 6 spécifique aux élections de la région de Bruxelles-capitale - Approbation. \(Complémentaire\)](#)**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'article 2. §§ 6 et 7 de la loi du 17 juin 2016 définissant une centrale d'achats et les activités d'achats centralisées ;

Vu l'article 47 § 1er permettant à un pouvoir adjudicateur d'acquérir des fournitures et/ou des services auprès d'une centrale d'achats proposant les activités d'achats centralisés visées à l'article 2,7° a) b) de la loi du 17 juin 2017 ;

Vu l'article 47 §2 dispensant un pouvoir adjudicateur d'organiser une procédure de passation, s'il recourt à une centrale d'achats ;

Vu l'article 47 § 4 permettant à un pouvoir adjudicateur d'attribuer à une centrale d'achats un marché public de services pour la fourniture d'activités d'achats centralisés sans appliquer les procédures prévues par la loi du 17 juin 2016 ;

Vu l'Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 juillet 2017 modifiant la Nouvelle loi communale en vue de préciser les règles de compétence en matière de marchés publics communaux ;

Vu l'article 234 §1 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et plus spécifiquement conformément à son article 4, 1° ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, modifiée par l'ordonnance du 23 juin 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative modifié par l'arrêté du 8 septembre 2016 ;

Vu la circulaire du 8 septembre 2016 relative à la réforme de la tutelle administrative ;

Considérant que le SPF intérieur a lancé un accord cadre par procédure concurrentielle avec négociations pour des fournitures/prestations en rapport avec les élections du 9 juin 2024 (impression de bulletins, packs/colis pour les bureaux électoraux, affiches diverses, matériel comme des urnes, isolements, ...) en date du 21 août 2023 ;

Considérant qu'il est nécessaire que la commune soit rattachée à cet accord cadre afin de pouvoir acquérir dans le cadre du lot N° 6 les services et fournitures dont elle a besoin dans le cadre de l'organisation des élections du 9 juin 2024 ;

Considérant que dans le cadre de ce marché le cahier des charges PELECT 2/2023 a été rédigé par les services administratifs du SPF intérieur et joint en annexe ;

Considérant que ce marché a été passé par procédure concurrentielle avec négociations ; européenne ;

Considérant que cet accord cadre est ouvert aux communes de la région de Bruxelles-capitale qui désirent s'y rattacher pour les marchés subséquents ;

Considérant que le SPF intérieur a conclu en date du 9 février 2024 un marché pour le lot N° 6 avec l'adjudicataire Van den Broele N° de tVA 0451.355.351 sis Stationslaan, 23 à 80000 Bruges sur base de son offre du 27 novembre 2023 dont la décision est jointe en annexe ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins;

Décide

Article 1

D'adhérer et de passer par l'accord cadre organisé par le SPF intérieur dans le cadre du lot N° 6 attribué à l'adjudicataire Van den Broele N° de tVA 0451.355.351 sis Stationslaan, 23 à 80000 Brugges sur base de son offre du 27/11/2023 concernant des fournitures/prestations en rapport avec les élections du 9 juin 2024 (impression de bulletins, packs/colis pour les bureaux électoraux, affiches diverses, matériel comme des urnes, isoairs, ...);

Article 2

De charger le collège de passer les marchés subséquents dans le cadre de ce marché sur base de la décision du SPF intérieur avec l'adjudicataire désigné.

---

**Openbare werken - Toetreding tot de aankoopcentrale betreffende een raamovereenkomst voor leveringen van diensten en materiaal voor de verkiezingen van 9 juni 2024 (het drukken van de stembiljetten, het leveren van de pakketten voor de kiesbureaus, diverse affiches, materiaal zoals stembussen en stemhokjes, ...) toegekend door de FOD Binnenlandse Zaken en meer bepaald betreffende perceel nr. 6 specifiek voor de verkiezingen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest - Goedkeuring. (Aanvullend)**

De RAAD,

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten;

Gelet op artikels 2, §§ 6 en 7, van de wet van 17 juni 2016 houdende definitie van een aankoopcentrale en van centrale aankoopactiviteiten;

Gelet op artikel 47, § 1, kan een aanbestedende overheid leveringen en/of diensten verwerven van een aankoopcentrale die gecentraliseerde aankoopactiviteiten aanbiedt als bedoeld in artikel 2,7° a) b) op de wet van 17 juni 2017;

Gelet op artikel 47, § 2, dat een aanbestedende overheid vrijstelt van het organiseren van een gunningsprocedure indien hij gebruik maakt van een aankoopcentrale;

Gelet op artikel 47, § 4, op grond waarvan een aanbestedende overheid een overheidsopdracht voor diensten voor het verrichten van centrale aankoopactiviteiten kan gunnen aan een aankoopcentrale zonder de procedures van de wet van 17 juni 2016 toe te passen;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 27 juli 2017 tot wijziging van de Nieuwe Gemeentewet met het oog op de precisering van de bevoegdheidsregels op het gebied van gemeentelijke overheidsopdrachten;

Gelet op artikel 234 §1 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies en meer bepaald overeenkomstig artikel 4, 1°;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de formele motivering van bestuurshandelingen;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd door de ordonnantie van 23 juni 2016;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overbrenging aan de Regering van de akten van het gemeentebestuur met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, gewijzigd door het besluit van 8 september 2016;

Gelet op de omzendbrief van 8 september 2016 met betrekking tot de hervorming van het administratief toezicht;

Overwegende dat de FOD Binnenlandse zaken op 21 augustus 2023 een mededingingsprocedure met onderhandelingen via een raamovereenkomst heeft geplaats voor de leveringen/diensten in verband met de verkiezingen van 9 juni 2024 (het drukken van de stembiljetten, het leveren van de pakketten voor de kiesbureaus, diverse affiches, materiaal zoals stembussen en stemhokjes, ...)

Overwegende dat de gemeente bij deze raamovereenkomst moet gevoegd worden om in het kader van perceel nr. 6 de diensten en leveringen te kunnen verwerven die zij nodig heeft in het kader van de organisatie van de verkiezingen van 9 juni 2024;

Overwegende dat in het kader van deze opdracht het bestek PELECT 2/2023 werd opgesteld door de administratieve diensten van de FOD Binnenlandse Zaken en als bijlage hierbij is gevoegd;

Overwegende dat deze opdracht gegund werd via een mededingingsprocedure met onderhandelingen; Europees ;

Overwegende dat deze raamovereenkomst openstaat voor de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest die er zich voor latere opdrachten bij wensen aan te sluiten;

Overwegende dat de FOD Binnenlandse Zaken op 9 februari 2024 een opdracht voor perceel nr. 6 heeft gesloten met de opdrachtnemer Van den Broele, BTW nr. 0451.355.351, met maatschappelijke zetel te Stationslaan 23, 80000 Brugge, op basis van zijn offerte van 27 november 2023, waarvan de beslissing in bijlage is opgenomen;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Besluit

Artikel 1

De raamovereenkomst georganiseerd door de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken in het kader van perceel nr. 6 gegund aan de opdrachtnemer Van den Broele, BTW nr. 0451.355.351, Stationslaan 23, 80000 Brugge, op basis van zijn offerte van 27/11/2023 voor leveringen/diensten met betrekking tot de verkiezingen van 9 juni 2024 (drukken van stembiljetten, pakketten voor kiesbureaus, diverse affiches, uitrusting zoals stembussen, stemhokjes, enz;) afsluiten en gebruiken;

Artikel 2

Het College op te dragen de volgende opdrachten in het kader van deze opdracht te plaatsen op basis van het besluit van de FOD Binnenlandse Zaken met de gekozen opdrachtnemer.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Uitreksel\_Technische\_Voorschriften\_RaamAkkoord.Drukker\_20240206.pdf,*

*Extraits\_Prescriptions\_techniques\_Accord.Cadre.Imprimeurs\_20240206.pdf,*

*Lot6\_Perceel6\_Prix\_Prijs.pdf, Gunningsbeslissing\_Perceel6\_20240209080705363.pdf*

---

**23 Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur Bijmens, Conseiller communal N-VA, relative à la plantation d'un arbre "l'arbre chéri" et à l'ouverture d'un registre des étoiles. (Complémentaire)**

## LE CONSEIL,

Perdre un enfant est toujours difficile. Également pour les parents qui perdent leur enfant pendant la grossesse. Selon la loi, un enfant mort-né ne doit être signalé qu'à partir d'un âge gestationnel de 180 jours (26 semaines ou 6 mois). Si la fausse couche survient entre 140 et 179 jours, l'enfant peut être légalement signalé par les parents et officiellement nommé. Si la fausse couche survient avant 140 jours, l'enfant ne peut pas être légalement enregistré ni recevoir un nom officiel. Cependant, cela ne veut pas dire qu'il s'agit d'un drame pour les parents. Et pour le gouvernement, l'enfant n'a jamais existé officiellement. Afin d'encourager les parents de ces enfants étoiles, la N-VA Molenbeek appelle tout le monde ici à soutenir cette motion visant à ouvrir un registre des étoiles sans engagement où les parents molenbeekoïses qui en ont besoin pourront symboliquement inscrire leur enfant mort-né. Nous demandons également qu'un arbre chéri soit planté au cimetière communal, où les parents d'un enfant mort-né pourront accrocher un ruban au nom de l'enfant.

Décision proposée : 1. Le conseil communal décide de créer cette année un registre des étoiles où les parents molenbeekoïses pourront symboliquement inscrire leur enfant mort-né, quel que soit l'âge gestationnel. 2. Le conseil communal accepte que l'inscription puisse se faire en ligne ou sur rendez-vous au bureau de l'état civil. Les informations nécessaires seront fournies sur le site Internet, à l'état civil et chez les médecins généralistes de Molenbeek pour informer la population. 3. Le conseil communal accepte que les parents qui ont déjà perdu leur enfant lors d'une grossesse puissent également s'inscrire. 4. Le conseil communal s'engage à planter un arbre, appelé arbre chéri, au cimetière communal comme lieu commémoratif pour les enfants étoiles. 5. Le conseil communal s'engage à remettre aux parents qui s'inscrivent un ruban au nom de l'enfant qu'ils pourront ensuite déposer dans l'arbre chéri.

---

### **Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door de heer Bijmens, gemeenteraadslid N-VA, over een koesterboom Molenbeek en de opening van een sterrenregister. (Aanvullend)**

## DE RAAD,

Een kind verliezen is altijd zwaar. Ook voor ouders die hun kind tijdens de zwangerschap verliezen. Volgens de wet dient een doodgeboren kind pas verplicht aangegeven te worden vanaf een zwangerschapsduur van 180 dagen (26 weken of 6 maanden). Indien het miskraam gebeurt tussen de 140 tot 179 dagen, kan het kind wettelijk worden aangegeven door de ouders en officieel een naam krijgen. Gebeurt het miskraam voor 140 dagen, dan kan het kind niet wettelijk worden aangegeven en ook geen officiële naam krijgen. Dat betekent echter niet dat dit een drama is voor ouders. En voor de overheid heeft het kind officieel nooit bestaan. Om ouders van deze sterrenkinderen een hart onder de riem te steken, roept N-VA Molenbeek iedereen hier op deze motie te steunen om een vrijblijvend sterrenregister te openen waar Molenbeekse ouders, die daar nood aan hebben, hun doodgeboren kind symbolisch kunnen registreren. Ook vragen we om op de gemeentelijke begraafplaats een koesterboom te planten, waar ouders van een doodgeboren kind via de gemeente een lintje met de naam van het kind kunnen laten hangen.

## Voorstel van besluit :

1. De gemeenteraad beslist om dit jaar nog te starten met een sterrenregister waar Molenbeekse ouders hun stilgeboren kindje symbolisch kunnen laten registreren, ongeacht de zwangerschapsduur. 2. De gemeenteraad gaat akkoord dat de registratie online kan gebeuren of op afspraak bij dienst burgerlijke stand. Er wordt op de website, de dienst burgerlijke stand en bij huisartsen in Molenbeek de nodige informatie voorzien om de bevolking op de hoogte te brengen. 3. De gemeenteraad gaat akkoord dat ook ouders die in het verleden hun kind verloren hebben gedurende de zwangerschap een registratie kunnen doen. 4. De gemeenteraad gaat akkoord om op de gemeentelijke begraafplaats een boom, een zogenaamde koesterboom, te planten als herdenkingsplaats voor alle sterrenkindjes. 5. De gemeenteraad gaat akkoord om de ouders die een registratie doen een lintje met de naam van het kind te bezorgen die ze dan kunnen aanbrengen in de koesterboom.

---

24 **Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur De Block, Conseiller communal PTB\*PVDA, pour augmenter les frais d'enlèvements afin de dissuader les professionnels à déverser leurs dépôts clandestins. (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Considérant que nous connaissons une problématique importante de dépôts clandestins;

Considérant que une partie importante des dépôts clandestins dont sont identifiés les auteurs, sont des non-Molenbeekoïses;

Considérant que nous connaissons un phénomène d'entreprises de travaux généraux malafides qui viennent déverser leurs déchets à Molenbeek au lieu de payer pour le déversement dans un parc de conteneurs industriels. Les coûts (sanction + frais d'enlèvement) sont tellement petits à Molenbeek, que c'est plus rentable pour ces entreprises de balancer tout sur le territoire molenbeekoïse ;

Considérant que les frais d'enlèvement à Molenbeek pour les dépôts clandestins sont parmi les plus petits dans la Région: 150 euro pour le premier mètre cube, et 75 euro à partir du deuxième mètre cube;

Considérant que les frais d'enlèvement à Molenbeek n'ont plus été adaptés depuis 20 ans;

Considérant qu'[Anderlecht applique des frais d'enlèvement de 500 euro à 1000 eur](#) o pour chaque mètre cube, selon le caractère du dépôt clandestin (ménager, construction,..);

Considérant que Molenbeek paie des sommes considérables pour enlever ces dépôts clandestins;

Considérant qu'il importe de dissuader les grands dépôts par des professionnels qui souvent se font payer pour enlever les gravats, et se font des bénéfices en balançant ces déchets à Molenbeek; et qu'il serait plus juste si le deuxième ou troisième mètre cube soit plus cher que le premier;

Considérant qu'il serait plus juste de sanctionner les multirécidivistes plus lourdement que le premier fait d'une personne;

Considérant que Molenbeek est dans une situation financière difficile;

**Le conseil demande au collège:**

- de préparer une proposition pour augmenter considérablement les frais d'enlèvement, en s'inspirant des niveaux d'Anderlecht ou d'autres communes;
- d'étudier la possibilité de rendre progressif les frais d'enlèvement: que le deuxième ou troisième mètre cube soit plus cher que le premier mètre cube;
- d'étudier si les frais d'enlèvement ou le montant des sanctions administratives peuvent être rendus plus sévères pour les multirécidivistes;

---

**Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Mijnheer De Block, Gemeenteraadslid PTB\*PVDA, om de verwijderingskosten te verhogen om professionals ervan te weerhouden hun illegale afval te dumpen. (Aanvullend)**

---

25 **Secrétariat communal - Motion déposée par Monsieur De Block, Conseiller communal PTB\*PVDA, relative à l'ouverture aux riverains des grands parkings privés et publics.**

## *(Complémentaire)*

LE CONSEIL,

Considérant que la pression de stationnement est grande à très grande dans plusieurs quartiers, selon le Plan local de stationnement;

Considérant que Molenbeek compte plus de 20.000 places de parking hors voiries, dont 10.000 dans des grands parkings de +50 places;

Considérant donc qu'il n'existe pas de manque de places de parking, mais seulement un manque de places accessibles aux riverains;

Considérant la volonté régionale de pousser à la mutualisation des places de parkings non-utilisés, par une taxe régionale sur les emplacements de parking excédentaires (donc non-utilisés); renforcée par une taxe molenbeekoises de 165 euro sur chaque emplacement de parking;

Considérant que les taxes actuelles ne sont clairement pas d'incentives suffisantes pour les entreprises propriétaires de ces emplacements vides;

Considérant que sont exonérés de cette taxe communale les sociétés publiques ou à finalité sociale;

Considérant que PartenaMut est ainsi exonéré de payer cette taxe;

Considérant qu'aussi les sociétés publiques doivent contribuer à résoudre la pression de stationnement dans notre commune;

Considérant que la commune trouve qu'il faut compenser les places de parking supprimées par des parkings hors voiries, particulièrement à la rue Picard, la Chaussée de Ninove; et qu'il existe dans dans ces quartiers de centaines de places de parkings hors voiries;

### **Le conseil demande au collègue:**

- de préparer une modification du règlement sur les emplacements de parking, doublant la taxe par emplacement pour les parkings de plus de 50 places; pour que cette taxe devienne une vraie incentive pour les sociétés de considérer la mutualisation des emplacements de parking vides;
- de préparer une modification du règlement sur les emplacements de parking, rajoutant une réduction de 100% pour ces sociétés qui mettent à disposition leurs emplacements de parking aux riverains ayant une carte de riverain, dans les horaires définis par la société, sans coûts supplémentaires;
- de préparer une modification du règlement sur les emplacements de parking, diminuant les exonérations pour les sociétés publics ou à finalité sociale de plus de 50 places;

---

**Gemeentelijk secretariaat - Motie ingediend door Mijnheer De Block, Gemeenteraadslid PTB\*PVDA, over het openstellen van grote privé- en openbare parkeerplaatsen voor de buurtbewoners. (Aanvullend)**

---

## **26 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur De Block, Conseiller communal PTB\*PVDA, relative à la lutte contre les drogues et aux hotspots. (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation dont le texte suit :

*Selon Le Soir, la nouvelle ordonnance que prépare Ministre-président Vervoort, prévoit des mesures générales et des mesures spécifiques pour des hotspots de drogues.*

*Il faut vraiment endiguer ce tsunami de la drogue, du crack et des violences.*

*Dans les mesures générales, on parle de la possibilité de communes d'interdire la vente de gaz hilarant. Est-ce que Molenbeek compte utiliser cette possibilité, vu la problématique?*

*Les mesures spécifiques, viseraient des hotspots. Pourriez-vous nous éclaircir comment ces hotspots sont définis en relation avec la commune et la zone de police? Quels seraient pour vous les hotspots que vous aimeriez que la Région reprenne dans son plan?*

*On parle de "task force locales" (TFL) qui s'attacheront à développer et suivre un plan d'actions locales. Comment ces task force locales seront composés? Que par la police? Aussi par l'associatif?*

*On parle de 3 axes: sécurité, prévention, vie de quartier. Pourriez vous élaborer dessus? Car sans profonde et durable action, on ne changera rien. Vous faites partie du CORES, comment cela a été présenté?*

*Enfin, j'ai deux questions sur des mesures, que je pense ne peuvent être prises qu'avec une très grande précaution ou qui pourraient être contreproductives: 1° des contrôles systématiques d'identité 2° la saisie d'objets qui facilitent la consommation de stupéfiants. Je m'explique: il y a des associations qui distribuent des aiguilles propres pour éviter les effets désastreuses sanitaires. Ce serait contradictoire que les uns distribuent, et les autres saisissent. Pour les contrôles systématiques, on sait à quel point la confiance et collaboration des riverains sont importantes face au fleau du deal et de la drogue. Mais si ces contrôles ne font plus de distinction entre les gens qui n'ont rien à voir, et les dealers, alors je crains que cela pourrait être contreproductif.*

*Qu'en pensez vous?*

*Dirk De Block*

---

**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer De Block, gemeenteraadslid PTB\*PVDA, over de strijd tegen drugs en hotspots. (Aanvullend)**

---

**27 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur El Khannouss, Conseiller communal Molenbeek Autrement, relative à la gestion de la mobilité de la rue du Presbytère. (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation dont le texte suit :

*Madame la Bourgmestre,*

*Les habitants du quartier de la rue du Presbytère ainsi que des rues adjacentes mais aussi les automobilistes qui ont transité par ce quartier ont vécu un véritable enfer durant la semaine du 4 au lundi 11 mars.*

*En effet, un esprit brillant a décidé visiblement d'une manière unilatérale de modifier le sens de la circulation de la rue du Presbytère, ce qui a eu pour conséquence de paralyser le quartier pendant plusieurs jours.*

*Hormis, la congestion, la pollution sonore et les tensions que cela a suscité dans le quartier, à maintes reprises les services de sécurité et d'urgence ont été bloqués lors d'interventions urgentes mettant ainsi en péril nos concitoyens.*

*Madame la Bourgmestre,*

*Je souhaiterais savoir ce qui a motivé cette décision ?*

*Qui a décidé d'opérer cette modification ?*

*Est-ce que le service de la mobilité a été consulté ?*

*Est-ce que la police a été consultée ?*

*Pourquoi avoir attendu plusieurs jours avant de rétablir le sens de la circulation malgré les très nombreuses plaintes de nos concitoyens ainsi que de la police ?*

*En vous remerciant par avance pour vos réponses.*

*Ahmed El khannouss*

*Chef de groupe Molenbeek Autrement-Molenbeek Anders.*

---

**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer El Khannouss,  
Gemeenteraadslid Molenbeek Anders, over het mobiliteitsbeheer in de Pastoriestraat.  
(Aanvullend)**

---

**28 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ben Salah, Conseiller communal  
Défi, relative aux coups de feu à Molenbeek dans la nuit 7 février. (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation dont le texte suit :

*Madame la Bourgmestre,*

*Je m'adresse à vous aujourd'hui en tant qu'élu de cette commune, mais surtout en tant que citoyen profondément préoccupé par l'état de la sécurité à Molenbeek-Saint-Jean. Les récents événements sur l'avenue de la Liberté, où des coups de feu ont résonné dans la nuit, laissant derrière eux une personne gravement blessée, ne sont que le dernier signe en date d'une situation qui requiert notre attention immédiate et nos actions déterminées.*

*En tant que chef de la police administrative, vous portez une responsabilité cruciale dans la préservation de l'ordre public et la sécurité de nos concitoyens. Je suis conscient des défis que cela représente, mais je suis également convaincu que des mesures plus audacieuses et innovantes doivent être envisagées pour répondre à l'urgence de la situation.*

*Je me permets donc de vous poser les questions suivantes, espérant susciter une réflexion approfondie et des actions concrètes :*

1. **Stratégie de prévention :** *Quelle stratégie de prévention la police administrative, sous votre direction, envisage-t-elle de mettre en place pour prévenir de futurs incidents violents et renforcer la sécurité dans notre commune ?*
2. **Renforcement des moyens :** *Comment comptez-vous renforcer les moyens à disposition de la police administrative pour qu'elle puisse agir plus efficacement dans les zones les plus touchées par la criminalité et l'insécurité ?*
3. **Collaboration et dialogue :** *De quelle manière envisagez-vous d'améliorer la collaboration et le dialogue entre la police, les services sociaux, les éducateurs et la population, afin de créer un environnement sécuritaire durable pour tous ?*

*Madame la Bourgmestre, la sécurité de nos concitoyens n'est pas seulement une question de politique ; c'est avant tout une question de confiance et de responsabilité. Nous avons le devoir de rassurer la population, de protéger les plus vulnérables et de construire une commune où chacun peut vivre en paix.*

*J'attends de vous, en tant que chef de la police administrative, non seulement des réponses mais un engagement ferme pour un changement positif et tangible. Ensemble, travaillons à faire de Molenbeek-Saint-Jean un exemple de sécurité, de cohabitation et de dynamisme.*

*Je vous remercie de votre attention.*

*Rachid Ben Salah*

*Conseiller communal*

---

**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Ben Salah, Gemeenteraadslid Défi, over de schietpartijen in Molenbeek in de nacht van 7 februari. (Aanvullend)**

---

**29 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Vancauwenberge, Conseiller communal PTB\*PVDA, relative à l'application de l'ordonnance numérique dans la commune. (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation dont le texte suit :

Le parlement bruxellois a adopté le 12 janvier 2024 l'ordonnance conjoints relatifs à la transition numérique des autorités publiques. L'ordonnance a été publiée au MB le 21/2/2024.

Cette ordonnance a finalement été adoptée suite à une mobilisation citoyenne exceptionnelle en Région bruxelloise, qui a duré 18 mois avec de nombreuses manifestations et rencontres. La plate-forme a été signée par quelques 200 associations.

Le ministre Clerfayt avait déclaré en commission du parlement bruxellois que “ les administrations disposaient de 10 jours, après publication du texte, pour mettre en œuvre toutes les mesures d'inclusion (guichets et services téléphoniques)”. ([débat en commission 5h38'12”](#)).

Et ceci conformément au chapitre 3 article 13§1 de l'ordonnance, qui est rédigé comme suit:

#### “CHAPITRE III - Bruxelles inclusive

Art. 13.§ 1er. Les autorités publiques garantissent l'inclusivité à tout usager, a minima par les mesures suivantes:

1° un soutien à la réalisation en ligne de toute procédure administrative ou de toute communication;

2° la mise en place ou le maintien d'une alternative à toute procédure administrative ou à toute communication en ligne.

A minima, les autorités publiques doivent prévoir pour leurs usagers un accueil physique, un service téléphonique et un contact par voie postale. Des mesures alternatives peuvent être mises en place pour autant qu'elles garantissent à l'utilisateur concerné un niveau de service au minimum équivalent aux mesures précitées.

Les autorités publiques garantissent aux usagers un accès adéquat aux services qu'elles leur destinent et des horaires d'ouverture adaptés aux missions et au public.”

Qu'avez-vous fait ou envisagez-vous de faire pour l'application de cette ordonnance numérique? Comptez-vous améliorer l'accessibilité aux services?

Quels sont les délais pour obtenir un rendez-vous? Quel est selon vous un "délai normal" pour obtenir un rendez-vous?

Début mars, nous avons pu constater à différentes reprises, de longues files devant la maison communales. Les citoyens passent des heures dans la file, dehors, certains jours la température était proche de zéro!

Ce n'est pas ce qu'on appelle “un accès adéquat aux services “. Que comptez-vous faire par rapport à ce problème?

---

**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Vancauwenberge, Gemeenteraadslid PTB\*PVDA, over de toepassing van de digitale ordonnantie in de gemeente. (Aanvullend)**

---

**30 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ben Salah, Conseiller communal Défi, relative à une épopée d'emplois pour Molenbeek. (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation dont le texte suit :

*Noble Échevin, Gardien de l'Emploi et Forgeron des Destinées,*

*Écoutez le murmure des chiffres, ce sont les augures de notre Molenbeek, qui réclament de nous un dénouement digne des grandes tragédies antiques. Alors que l'horizon de votre législature se teinte des couleurs du crépuscule, ces chiffres dressent le décor d'une scène où les projecteurs s'attardent trop souvent sur l'obscurité de l'oisiveté, plutôt que sur la luminescence de l'action.*

*Dans le grand théâtre de la vie molenbeekoise, nous observons, le cœur lourd, que les jeunes protagonistes de moins de 25 ans sont accablés par un taux de chômage de 33,65%. Nos sages, dont les rides racontent l'histoire d'un labeur acharné, font face à un taux de 31,65%, une mélodie amère pour une sérénade de fin de carrière.*

*Alors que le rideau est sur le point de tomber sur votre acte final, je vous interpelle :*

- 1. Comment, Échevin, allez-vous incarner Hercule dans le nettoyage des écuries d'Augias, en purifiant Molenbeek de ce chômage qui stagne tel un marais ?*
- 2. Quels derniers tours de magie avez-vous en réserve pour transformer ces statistiques, qui résonnent comme le chant des Sirènes, en un hymne à la prospérité ?*
- 3. Quelles stratégies d'adieu envisagez-vous pour nos braves guerrières de Molenbeek, pour qu'elles ne soient pas des Pénélopes éternellement tissant et défilant leur recherche d'emploi ?*
- 4. Face à l'inexorable avancée du temps, quelles sont les dernières pierres que vous souhaitez poser pour édifier un monument de réussite en matière d'emploi qui survivra au-delà de votre mandat ?*

*Oui, le temps de cette législature s'épuise comme la chandelle en fin de veillée, mais nos actes peuvent encore embraser le ciel de Molenbeek d'une aurore nouvelle. Que nos décisions ne soient pas un requiem pour les ambitions perdues mais une ode à la gloire qui attend nos citoyens.*

*Je vous conjure, Échevin, alors que les Furies du chômage nous narguent, de brandir le bouclier d'Athéna, d'user de la sagesse d'Apollon, et de tracer le chemin d'une épopée où Molenbeek se réinvente, s'épanouit et prospère. Que votre réponse soit le phare qui guide nos successeurs à travers les flots tumultueux du changement, vers la grandeur retrouvée.*

*Rachid Ben Salah* Conseiller communal à Molenbeek-Saint-Jean **DéFI - Démocrate Fédéraliste Indépendant** Siège [bruxellois : 127, chaussée de Charleroi, 1060 Saint-Gilles](#)

---

**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Ben Salah, Gemeenteraadslid Défi, betreffende een epos van werkgelegenheid voor Molenbeek. (Aanvullend)**

- 
- 31 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Addi, Conseillère communale PTB\*PVDA, relative à la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation dont le texte suit :

*Chers collègues,*

A la veille du 21 mars, la journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, le collègue, pourrait-il nous faire un état des lieux des différentes avancées en matière de lutte contre les discriminations :

1/ concernant le guichet anti-discrimination, avez-vous déjà une date de lancement avant la fin de cette législature ? Est-ce que la commune a déjà pris contacte avec les AIPL ?

2/ Après l'intervention d'UNIA dans un service communal dysfonctionnel, la commune a-t-elle pris des mesures concrètes ?

3/Récemment, on a pu lire dans la presse que Bruno Tobback, ancien président du Vooruit, soutenait les dires de Conner Rousseau lorsqu'il affirmait ne plus se sentir en Belgique quand il passe à Molenbeek.

Est ce que la majorité PS-Vooruit peut nous assurer qu'elle prendra une part active pour mener à bien le programme de lutte contre les discriminations à Molenbeek?

Merci

hind Addi, conseillère communale PTB-PVDA

---

**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door mevrouw Addi, Gemeenteraadslid PTB\*PVDA, over de Internationale Dag voor de uitbanning van rassendiscriminatie. (Aanvullend)**

---

32 **Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Barret, Conseillère communale ECOLO SAMEN, relative au soutien aux travailleuses domestiques sans papiers. (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation dont le texte suit :

*Madame La Bourgmestre, Mesdames et Messieurs les échevins,*

*En cette semaine et veille de journée de lutte contre le racisme, je souhaite attirer votre attention sur des personnes particulièrement vulnérables et en même temps essentielles, aide-ménagères, nounous, aide-soignantes, ... ; Ces femmes sont sans exception à l'intersection de nos discriminations (race, genre, validité, âge, classe, ...). Elles sont des milliers de travailleuses sans papiers déjà actives sur le territoire belge de manière non déclarée, parfois depuis de nombreuses années, elles ont des familles, une vie sociale et leur enfants sont scolarisés. Ces femmes se trouvent souvent être la seule source de subsistance familiale, sans sécurité, sans soin de santé. Dans une angoisse constante du moindre couac de la vie quotidienne et des difficultés d'échapper aux marchands de sommeil, elles doivent naviguer en eau trouble pour trouver des issues administratives. En l'absence de titre de séjour légal,*

*les travailleuses sans papiers doivent se débrouiller comme elles peuvent, même dans des secteurs essentiels au bien-être de la population pourtant confrontés à une pénurie de main d'oeuvre disponible. Ces travailleuses sont exposées à des conditions de travail inacceptables (salaires, horaires, matériel, ...), sont particulièrement vulnérables face aux multiples violences (économiques, sexuelles, psychologiques, physiques, ...) infligées par des employeurs peu scrupuleux face auquel elles n'ont aucun recours et n'ont accès à aucune formation professionnelle pour exercer au mieux leur travail. Cette situation en plus de bafouer les droits fondamentaux des travailleuses sans papiers, alimente le dumping social avec des effets désastreux sur l'ensemble des travailleuses et sur l'économie (fraude sociale et fiscale, concurrence déloyale, ...). Au-delà des syndicats, les partenaires sociaux se disent également favorables à régulariser le travail de ces personnes particulièrement vulnérables. Ces discriminations sont elles-mêmes bloquées à l'intersections de nos institutions, de nos politiques. Elles forment une violence systémique pour laquelle imaginer une porte de sortie donne le tournis même quand on tente de leur venir en aide. Au-delà des syndicats, les partenaires sociaux se disent également favorables à régulariser le travail de ces personnes particulièrement vulnérables, Malgré les efforts du CPAS, limité dans le temps et le financement, comment notre commune pourrait donner aux travailleuses domestiques sans papiers une lueur d'espoir ? Au-delà du soutien des syndicats et des partenaires sociaux, au-delà des compétences régionales et fédérales de l'emploi, Sur le territoire de notre commune, Molenbeek, quels sont et seraient les recours pour venir en aide à ces femmes ?*

*Je vous remercie par avance, Pascale Barret EcoloSamen*

*Source : <https://mocbxl.be/thematiques/liguedestravailleusesdomestiquesdelacsc>*

---

**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door mevrouw Barret, Gemeenteraadslid ECOLO SAMEN, over steun voor huishoudelijk personeel zonder papieren. (Aanvullend)**

---

**33 Secrétariat communal - Interpellation déposée par Madame Evraud, Conseillère communale MR, relative aux incivilités, agressions et à l'envahissement des drogués dans les parcs, garages et espaces privés ou lieux en travaux. (Complémentaire)**

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation dont le texte suit :

***Le chantier de la plaine de jeux en construction à côté du Daring:***

- *Il est continuellement squatté par des quantités d'enfants en journée et par des dealers et drogués installés dans la cabine du toboggan d'où ils peuvent tout surveiller à l'abri de la pluie. Ils y mettent leurs sacs, abandonnent des lames de rasoir dans le toboggan où des enfants sans surveillance jouent en abandonnant préalablement leur trottinette devant l'entrée de la résidence. Les riverains ne comprennent pas que la commune n'organise pas un gardiennage à cet endroit devenu dangereux pour tous.*
- *L'affiche d'interdiction d'accès au chantier est systématiquement arrachée, ainsi que les colsons qu'une voisine du chantier attache à la barrière tous les matins. Que ce soit par le cimetière ou la rue du Château, les barrières sont déplacées. Les jeunes pénètrent en nombre le chantier en toute impunité. Les samedis et dimanches et durant les congés, plus encore.*

***Le changement de l'arrêt des bus devant la résidence le Château, 9-11 Bd Mettwie***  
*amène un flot de personnes qui squatte le hall de la résidence et ses escaliers. Les résidents ne savent plus passer à certaines heures. Quand il pleut, leur hall sert carrément d'abri-bus. Des*

*drogués et des dealers sans gêne y trainent et laissent les reliquats de leur consommation, comme dans les escaliers.*

***Les résidents des immeubles du Machtens et du Mettwie se plaignent des mêmes phénomènes:***

- *Cela sent la beuh dans les garages et communs et l'odeur peut circuler jusque dans les appartements.*
- *Des dealers ne se cachent même plus et se mettent dans les entrées des halls et des garages pour leur commerce. Le crack est plus facile à trouver à toute heure que le pain frais.*
- *De plus en plus de vigiles guettent ostensiblement dans les passages l'approche de la police.*
- *Certains ados violents tabassent à plusieurs ceux qui osent leur faire des remarques.*
- *Les résidents en arrivent à circuler les yeux baissés pour éviter les agressions autant que faire ce peut. Des représailles et des déprédations viennent en réponse à ceux qui les dérangent.*
- *Un de nos futurs collègues s'est d'ailleurs fait tabasser dimanche matin dernier à la sortie du métro Beekkant par des jeunes voyous.*

***Dans les parcs et les jardins :***

- *Les promeneurs n'osent plus y aller, ils se font apostropher par ces gens qui y règnent et s'y droguent au vu de tous.*
- *les personnes plus âgées n'ont plus accès aux bancs publics, ce qui réduit progressivement leur autonomie.*
- *Les toutous des résidents y sont mal vus et attaqués par leurs grands chiens laissés en liberté. (Récemment dans l'entrée le parc de la rue du Chateau, un nouvel arrivage de grands chiens genre loups blancs, labradors, dobermans et bergers en liberté ont fort inquiété les riverains tant ils sont agressifs. La police a quadrillé le parc et un des policiers aurait été attaqué à la jambe par l'un d'eux.)*
- *Des riverains qui promènent leur petit chien ont déjà été renversés par une attaque de grand chien. Ils n'en peuvent plus de cette insécurité permanente.*

***Dans les communs des résidences***

- *On retrouve du matériel (pipes, seringues etc.) ou de la drogue dans des caches comme les armoires de compteurs.*
- *Le personnel d'entretien nettoie les reliquats de leur passage journallement: urine, condom, canettes, bouteilles d'alcool, seringues et autre matériel facilitant l'usage de la drogue, capsules de protoxyde d'azote etc. dans les escaliers, les recoins et les jardins.*
- *On constate des déprédations diverses: jets d'extincteurs à travers les fenêtres, extincteurs vidés dans les communs, graffitis, dépôts divers, portes de toit forcées etc.*

**Mes questions:**

- *Nos quartiers seront-ils répertoriés dans le CORES (centre régional de sécurité) ?*
- *Comptez-vous faire usage des arrêtés spécifiques et des contrôles d'identité pour inquiéter ces dealers autant qu'ils inquiètent la population ?*
- *Quelles mesures sont mises en place pour cette population jeune et âgée mise en danger divers ?*
- *Que comptez-vous faire pour sécuriser la plaine de jeux près du Daring tant durant les travaux qu'après ceux-ci ? Les affiches sont inutiles, elles sont arrachées.*
- *Comment sont verbalisés les propriétaires de chiens agressifs et avec quel suivi ?*
- *Vu le peu de SAC répertoriées l'an dernier, est-ce que plus d'agents sanctionneurs ont pu intervenir dans nos quartiers depuis et avec quel résultat?*
- *Sinon, que comptez-vous mettre en place pour bloquer cette évolution inquiétante vu, tant pour les résidents que pour la Commune, les coûts, l'épuisement des personnels, l'insécurité et le sentiment de vivre en état de guerre que cela engendre?*
- *La montée en puissance des phénomènes de drogue dans ces quartiers vous est-il bien répercuté par des PV en bonne et due forme ? Les riverains apprécient tous le déplacement et le dévouement de la police mais doute d'un suivi d'effet tant ça leur semble dissuasif.*

*Je vous remercie pour vos réponses.*

*Danielle Evraud*

---

**Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door Mevrouw Evraud, Gemeenteraadslid MR, met betrekking tot onbeleefdheden, aanvallen en het binnendringen van drugsverslaafden in parken, garages en privéruimtes of werkplekken. (Aanvullend)**